

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif . . .	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum . . .	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1939

- 29 juillet — Décret-loi portant codification des dispositions relatives aux crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat. (Arrêté de promulgation n° 543 du 13 octobre 1939). 511
- 12 septembre — Décret relatif à la durée du travail dans les territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Réunion, la Guyane et la Nouvelle Calédonie. (Arrêté de promulgation n° 542 du 13 octobre 1939). 522

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1939

- 7 octobre — N° 738/D.N. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 635/D. N. du 2 septembre 1939 concernant le service annexe des communications et transmissions en temps de guerre. 522
- 7 octobre — N° 532 — Arrêté portant classement de la forêt d'Atakpamé. 523
- 9 octobre — N° 533 — Arrêté portant modification à la constitution des subdivisions de Lomé et de Tsévié. 523
- 12 octobre — N° 540 — Arrêté réglementant pour la période d'hivernage la circulation de certains véhicules sur les routes du territoire. 524
- Nominations, mutations etc. 524
- Divers 525

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications :

- Décision du conseil du contentieux administratif du Dahomey-Togo, dans son audience du 20 septembre 1939, sur l'affaire de M. Jacques Bernard contre le territoire du Togo. 525
- Constitution du bureau de l'Association des dames françaises de la Croix Rouge de France — (Comité du Togo) 527
- Echos et Nouvelles 527
- Bulletin météorologique 529

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Sûreté extérieure de l'Etat

ARRETE N° 543 promulguant au Togo le décret-loi du 29 juillet 1939 portant codification des dispositions relatives aux crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 6 mars 1877 tendant à rendre applicable le code pénal aux colonies autres que les Antilles et la Réunion;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Togo;

Vu le décret-loi du 17 juin 1938 relatif à la répression de l'espionnage, promulgué au Togo par arrêté n° 507 du 31 août 1938;

Vu le décret du 20 mars 1939 relatif aux informations militaires, promulgué au Togo par arrêté n° 218 du 28 avril 1939;

Vu le décret-loi du 29 juillet 1939 portant codification des dispositions relatives aux crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat;

Vu le radiotélégramme circulaire n° 24 en date du 1^{er} août 1939 du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret-loi du 29 juillet 1939 portant codification des dispositions relatives aux crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 octobre 1939.

L. MONTAGNÉ.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 29 juillet 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le projet de décret que nous avons l'honneur de vous soumettre, au sujet de la codification des dispositions relatives aux crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, s'inspire des idées suivantes :

Les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat sont actuellement réprimés par les articles 75 à 85 du code pénal, par la loi du 26 janvier 1934 sur l'espionnage, modifiée par le décret du 17 juin 1938, par la loi du 14 novembre 1918, par les articles 235 à 239 du code de justice militaire pour l'armée de terre, par les articles 254 à 258 du code de justice militaire pour l'armée de mer, par la loi du 4 avril 1915 et par les décrets-lois des 24 mai 1938 et 20 mars 1939.

Il paraît nécessaire de coordonner et de simplifier cette législation dispersée et compliquée, en vue de faciliter la tâche de ceux qui sont chargés de l'appliquer et d'assurer ainsi, plus efficacement, la protection de la sûreté extérieure de l'Etat. C'est cette tâche que le projet de décret se propose de réaliser. Le texte que nous vous soumettons a été approuvé par le comité consultatif de la justice militaire, dans ses séances des 12 et 19 mai 1939.

Le projet comprend trois séries de dispositions :

1° — Celles qui sont relatives aux incriminations et aux pénalités, contenues dans les articles 1^{er}, 2 et 3 du décret;

2° — Celles qui sont relatives à la compétence et à la procédure, contenues dans les articles 4, 5, 6 et 7 du décret;

3° — Celles qui sont relatives à l'exécution du décret et à l'abrogation des textes incorporés dans la codification.

I. — Incriminations et pénalités

La codification des textes relatifs aux incriminations et aux pénalités trouvait sa place naturelle dans le chapitre 1^{er} du livre III du code pénal et, particulièrement, dans les 1^{re} et 3^e sections de ce chapitre qui visent les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat. Ces textes ont été, en

conséquence, insérés dans ces deux sections à la place des textes actuels que le projet abroge. On a ajouté à la première section l'article 86, aujourd'hui sans objet, et l'on a fait revivre les articles 37, 38 et 39 du code pénal, ainsi que les articles 103 à 107 pour y insérer les dispositions analogues à celles que préoyaient autrefois ces articles, qui se trouvent comprises dans la codification.

Les principes qui ont présidé au groupement des textes dans les nouveaux articles 75 à 86 du code pénal sont les suivants.

Les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat visés par le code pénal, par la législation sur l'espionnage et par les codes militaires, peuvent être répartis en deux catégories :

1° — Ceux qui ont pour effet d'exposer l'Etat à un danger de guerre;

2° — Ceux qui ont pour effet d'affaiblir la défense de l'Etat en cas de conflit.

A la première catégorie appartiennent les crimes prévus par les articles 76, 77, 84, 85 du code pénal.

A la seconde catégorie appartiennent les crimes prévus par les articles 75, 78, 80, 81, 82, 83 du code pénal, par les lois sur l'espionnage, par les dispositions des codes militaires relatives à l'espionnage et à la trahison.

A cette première distinction, fondée sur les conséquences de l'infraction, se superpose une seconde distinction fondée sur la nationalité du coupable.

Les codes militaires qualifient de trahison les actes commis par un Français au profit d'une puissance étrangère.

La loi du 26 janvier 1934, au contraire, qualifie indifféremment du nom d'espionnage les actes attentatoires au secret de la défense nationale, sans distinguer s'ils sont commis par un français ou par un étranger.

Cette incertitude dans la qualification d'infractions de même nature a été maintes fois critiquée. Depuis longtemps, on a proposé de réserver le nom de trahison aux infractions contre la sûreté extérieure de l'Etat, commises par un Français, et celui d'espionnage, aux infractions commises par un étranger.

Cette réforme est réalisée par le projet qui vous est soumis. Il répartit les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat en trois catégories :

1° — Les crimes commis par un Français, qui constituent une trahison;

2° — Les crimes commis par un étranger, qui constituent le crime d'espionnage;

3° — Les infractions d'une gravité moindre, commises, soit par un Français, soit par un étranger, et qui constituent, en temps de paix, le délit, en temps de guerre, le crime d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat.

En ce qui concerne les infractions qui portent atteinte au secret de la défense nationale, l'élément distinctif qui sert de base à la classification de ces infractions en deux catégories suivant leur gravité, demeure celui qu'adoptèrent la loi du 26 janvier 1934 et le décret du 17 juin 1938.

Les infractions visées par ces textes, peuvent se présenter sous deux formes différentes :

1° — Ou bien elles ont pour objet et peuvent avoir pour effet de faciliter les entreprises actuelles ou éventuelles d'une puissance étrangère contre la France;

2° — Ou bien elles n'ont pas cet objet, mais peuvent avoir cet effet.

Le dommage causé peut être le même dans les deux cas.

Il est clair, par exemple, que celui qui, par inadvertance, ou dans le désir de paraître renseigné, divulgue un renseignement secret intéressant la défense nationale, peut causer autant de dommage à celle-ci que l'espion étranger qui s'assure la possession de ce secret, ou que le Français qui le livre contre rétribution à une puissance étrangère.

Mais, si le dommage causé par l'infraction est le même, il a paru au législateur de 1934 que le degré de culpabilité de l'agent est cependant moindre. Dans les deux derniers cas, en effet, le coupable a eu l'intention réfléchie de servir les intérêts d'une puissance étrangère aux dépens de ceux de la France.

Dans le premier cas, au contraire, l'auteur de l'indiscrétion a agi par imprudence ou par curiosité.

C'est pourquoi la loi du 26 janvier 1934 et le décret du 17 juin 1938 tiennent compte du but poursuivi pour déterminer la gravité de la peine applicable; l'acte commis dans un but d'espionnage est un crime; l'acte qui n'est pas commis dans un but d'espionnage est un délit.

Cette distinction reste à la base des textes visant l'atteinte au secret de la défense nationale, et l'idée sur laquelle elle repose a dirigé l'établissement des éléments constitutifs de ces infractions.

Elle se retrouve dans la définition des crimes de trahison et d'espionnage, visés par les articles 75, 76 et 77.

Les articles 75 et 76 sont relatifs au crime de trahison, c'est-à-dire au crime dans lequel la qualité de français est un élément constitutif de l'infraction.

Le nouvel article 75 rassemble les incriminations contenues à cet égard dans les articles 75 et suivants du code pénal et dans les codes militaires.

L'article 76 établit, en matière de trahison, deux incriminations nouvelles dont la première est empruntée à la législation sur l'espionnage.

L'article 75 nouveau comprend cinq incriminations.

L'article 75, 1^o, reprend les dispositions de l'ancien article 75, et des articles 235 du code militaire et 234 du code maritime, à l'égard du Français qui porte les armes contre la France.

L'article 75, 2^o, groupe certaines incriminations prévues par les anciens articles 76 et 77.

L'article 75, 3^o, reproduit certaines incriminations prévues par l'article 77 du code pénal, par l'article 236, alinéa 3, du code de justice militaire et l'article 255 du code maritime.

L'article 75, 4^o, tire sa source des articles 239 du code de justice militaire et 258 du code maritime.

L'article 75, 5^o, enfin, groupe un certain nombre d'articles différents : articles 76 et 77 du code pénal, article 236, paragraphes 2, 3 et 4 du code de justice militaire et article 255 du code maritime.

La formule de l'article lui-même est empruntée au code de justice militaire. On a toutefois remplacé le terme d'intelligences avec l'ennemi, par le terme d'intelligences « avec une puissance étrangère », en vue de rester fidèle au principe général de la distinction et, en même temps, de prévoir certains cas qui peuvent se présenter en temps de guerre.

Les deux derniers alinéas de l'article 75 définissent ce qu'il faut entendre par « Français », et par « territoire français », pour l'application des dispositions codifiées.

L'article 76 établit deux cas nouveaux de trahison :

En premier lieu, conformément aux principes énoncés plus haut, il qualifie de trahison, quand ils

sont commis par un Français les actes que la législation antérieure qualifiait d'actes accomplis dans un but d'espionnage, et qui, conformément à l'idée exposée plus haut, sont les actes ayant pour objet de porter atteinte au secret de la défense nationale, en vue de renseigner une puissance étrangère ou ses agents.

Les éléments constitutifs de l'infraction sont au nombre de trois :

A. — La livraison ou la prise de possession d'un secret de la défense nationale;

B. — Le fait que la livraison est faite à une puissance étrangère ou à ses agents, ou que la prise de possession du secret est faite en vue de le livrer à une puissance étrangère ou à ses agents;

C. — La circonstance que l'acte punissable est commis par un Français.

Les moyens matériels employés pour réaliser la livraison ou la prise de possession n'importent pas. Le texte est à cet égard aussi général que possible. On a voulu atteindre toutes les formes, plus ou moins dissimulées, que pouvait revêtir la livraison et tous les moyens susceptibles de faire parvenir à la possession du secret. Ce qui compte, ce n'est pas le moyen, mais le but poursuivi. Il faut donc entendre les termes de livraison, et de prise de possession dans le sens le plus large. Ils comprennent toutes les hypothèses visées par les différents articles de la loi du 26 janvier 1934 et se substituent à toutes les énumérations contenues dans les articles 1^{er}, 2, 3, 5, 6, 7, 12 et 13 de cette loi, ainsi que dans les textes correspondants du code pénal et des codes militaires.

Le second cas de trahison établi par l'article 76 nouveau, concerne le sabotage de la défense nationale. La nécessité de cette incrimination a été révélée par des constatations récentes. Ici, encore, les termes employés sont aussi généraux que possible. On a voulu atteindre tous les actes qui auraient pour but de porter volontairement obstacle au fonctionnement de la défense nationale en endommageant un objet qui peut être employé pour celle-ci.

L'article 77 est une disposition symétrique des deux articles précédents. Comme eux, il constitue une application de la classification des infractions suivant la nationalité de l'agent. Il vise tous les actes réprimés par les articles 75 et 76, à l'exception du fait de porter les armes contre la France, qui sont commis par un étranger, et, qui de ce fait, sont qualifiés d'espionnage et non plus de trahison. Il faut entendre par « étranger », les personnes qui ne rentrent pas dans la définition du terme « Français » contenue dans l'avant-dernier alinéa de l'article 75.

Sous cette réserve, toutes les explications données à l'égard des incriminations visées dans les deux premiers articles, s'appliquent à celles que renferme l'article 77. On poursuivra, notamment, comme espions, par application de l'article 77, les étrangers qui livreront à une puissance étrangère ou à ses agents, un secret de la défense nationale, ou qui s'assureront la possession de ce secret en vue d'effectuer cette livraison, et les étrangers qui commettront un acte de sabotage.

Le second alinéa de l'article 77 reproduit la disposition de l'article 9 de la loi du 26 janvier 1934, actuellement en vigueur, relative à la provocation au crime ou à l'offre de commettre le crime, visé par la loi, en s'étendant à tous les crimes visés par les articles codifiés.

L'article 78 se rattache étroitement à l'article 76, 1^o, et à l'article 77, ainsi qu'aux articles 81 et 82. Il a pour objet de définir ce qu'il faut entendre par l'expression de « secret de la défense nationale », qui est employée par ces dispositions.

Cette définition ne contient rien de nouveau : on s'est borné à dégager et à grouper d'une manière aussi logique que possible les dispositions relatives à cet objet contenues dans la législation en vigueur.

La disposition fondamentale est celle de l'article 78, 1^o, qui contient la définition générale du renseignement secret. Les termes « d'ordre militaire, diplomatique et économique » ont été empruntés à l'article 1^{er} de la loi du 26 janvier 1934. On a ajouté le terme « industriel » pour couvrir d'une manière plus précise certaines formes que prend aujourd'hui la recherche du renseignement par les puissances étrangères.

Les juridictions compétentes auront à apprécier si les renseignements dont il s'agit, rentrent par leur nature dans la catégorie de ceux qui doivent être tenus secrets dans l'intérêt de la défense nationale. Pour s'éclairer à cet égard, elles devront naturellement, suivant la pratique toujours suivie, demander l'avis de l'autorité compétente.

La détermination du caractère secret d'un renseignement est, en effet, une question d'ordre technique dont la solution dépend de données que le juge ne possède pas nécessairement. Le gouvernement, au contraire, est en mesure d'apprécier, en pleine connaissance de cause, les nécessités qu'impose la défense du pays, et de peser le dommage que peut entraîner la divulgation d'un renseignement.

C'est donc avec raison que l'usage s'est établi dans les affaires d'espionnage de consulter l'administration compétente sur le caractère secret du renseignement, ou du document divulgué.

Cette consultation est d'autant plus nécessaire que le dommage causé par la divulgation peut présenter une gravité plus ou moins grande, suivant qu'elle est faite au profit d'une puissance qui n'a pas d'intentions hostiles vis-à-vis de notre pays, ou suivant qu'elle est faite au profit d'une autre puissance.

On peut dire, à cet égard, que la notion du secret présente, dans une certaine mesure, un caractère relatif, eu égard aux Etats en cause.

L'article 78, 2^o, complète, en se reliant à elle, la définition contenue dans l'article 78, 1^o. Il vise les objets et les documents compris dans les énumérations des lois antérieures, qui doivent être tenus secrets dans l'intérêt de la défense nationale. Les termes compris dans l'énumération qu'il contient doivent, eux aussi, être entendus dans le sens le plus large. Comme l'indique le texte, on a voulu atteindre tous les objets ou documents dont la possession ou la connaissance permet de découvrir les renseignements secrets qu'ils renferment.

L'article 78, 3^o, vise une catégorie de renseignements qui ne sont pas nécessairement secrets en toute circonstance, mais qu'il peut néanmoins y avoir intérêt, dans une période de tension, à soustraire à la connaissance d'une puissance étrangère. Ce sont les informations militaires de toute nature visées par le décret du 20 mars 1939.

En incorporant dans l'article 78 cette catégorie particulière de renseignements et en déclarant que le caractère secret pourra leur être conféré par une disposition spéciale, on a voulu donner au gouvernement le moyen d'étendre ou de restreindre l'étendue du secret suivant les nécessités du moment.

L'article 78, 4^o, reprend les dispositions contenues dans les articles 12 et 13 de la loi du 26 janvier 1934. Il a pour but d'empêcher la divulgation des renseignements relatifs aux poursuites, aux arrestations, à l'instruction et aux enquêtes et, enfin, aux débats devant la juridiction de jugement dans toutes les affaires relatives à un crime ou à un délit contre la sûreté extérieure de l'Etat.

Il importe, en effet, que les services étrangers ne puissent pas arriver à connaître par cette voie certains renseignements susceptibles de préjudicier à la défense nationale, ou de leur permettre d'enrayer la découverte et l'arrestation des auteurs du crime ou du délit. Ces dernières dispositions ont naturellement un caractère permanent.

Les articles 75, 76 et 77 ont ainsi pour objet de définir les infractions les plus graves contre la sûreté extérieure de l'Etat. Les articles 79, 80, 81 et 82 ont pour objet de définir les infractions moins graves qu'ils désignent sous le nom générique d'atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat, et qu'ils punissent des peines énoncées dans l'article 83.

Les atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat peuvent être classées en trois groupes :

A. — Les atteintes à la sécurité nationale visées par l'article 79;

B. — Les atteintes à l'unité nationale visées dans l'article 80;

C. — Les atteintes au secret de la défense nationale visées dans les articles 81 et 82.

L'article 79 groupe les infractions réprimées par le code pénal qu'il n'a pas paru nécessaire, en temps de paix, de punir de peines criminelles.

Les articles 79, 1^o, et 79, 2^o, reproduisent les articles 84 et 85 du code pénal. L'article 79, 3^o, reprend les dispositions contenues dans les articles 76, 77, 92 du code pénal et que les codes de justice militaire punissent en temps de guerre sous l'inculpation d'embauchage.

L'article 79, 4^o, reprend les dispositions de l'article 78 du code pénal relatives à la correspondance avec les sujets ou les agents de l'ennemi.

L'article 79, 5^o, rappelle le principe de l'interdiction en temps de guerre du commerce avec l'ennemi, interdiction qui résulte de la loi du 4 avril 1915. La cour de cassation a déclaré, en effet, dans un arrêt du 24 juillet 1920 (*bulletin criminel* 1920, page 551) que la loi du 4 avril 1915 n'a pas le caractère d'une loi temporaire et provisoire et qu'elle n'a été ni directement ni indirectement abrogée par la loi du 12 octobre 1919, portant approbation du traité de paix.

L'article 80 reprend, en son premier alinéa, les dispositions du décret-loi du 24 mai 1938 ayant pour but de réprimer les atteintes à l'intégrité du territoire national.

Dans son deuxième alinéa, il vise les intelligences avec une puissance étrangère en temps de paix, et constitue, par conséquent, une disposition symétrique de celle de l'article 75, 5^o, qui vise ces intelligences en temps de guerre.

L'article 81, 1^o, vise le délit symétrique des crimes prévus à l'article 76, 1^o, et à l'article 77. Il constitue une application du principe de la distinction de la gravité des infractions portant atteinte au secret de la défense nationale, suivant qu'elles ont ou non pour objet de renseigner une puissance étrangère ou ses agents. Il réprime, en effet, la livraison ou la prise de possession d'un secret de la défense nationale qui peut avoir pour effet de porter ce secret à la

connaissance d'une puissance étrangère ou de ses agents, mais qui n'a pas eu cet objet.

Cette incrimination groupe tous les délits visés par la loi du 26 janvier 1934, par le décret du 17 juin 1938 et par le décret du 20 mars 1939 qui n'étaient pas commis dans un but d'espionnage.

Les termes employés par l'article 81, 1^o, sont aussi généraux que les termes employés par l'article 76, 1^o, et doivent être entendus également dans le sens le plus large. Ils ne diffèrent du reste de ceux du premier article que dans la mesure où il a paru nécessaire d'indiquer que la divulgation peut résulter d'une communication indirecte des renseignements, par voie de publication ou par voie de communication à une personne non qualifiée.

L'article 81, 2^o, vise les délits d'imprudence et de négligence prévus par l'article 4 de la loi du 26 janvier 1934.

L'article 81, 3^o, reproduit littéralement la disposition de l'article 3 du décret du 17 juin 1938.

Il vise la communication, sans l'autorisation du gouvernement, d'une invention ou d'une application industrielle intéressant la défense nationale, à une personne agissant pour le compte d'une puissance ou d'une entreprise étrangère. Son objet est de permettre au gouvernement français de réserver à la France le bénéfice de cette invention ou de cette application industrielle.

Pour atteindre cet objet, il est nécessaire que l'invention ou l'application dont il s'agit ne soit pas communiquée à l'étranger avant que le gouvernement n'ait été mis à même d'apprécier s'il convient de la tenir secrète dans l'intérêt de la défense nationale.

L'infraction consiste à mettre le gouvernement dans l'impossibilité de faire cette appréciation avant que la communication n'ait eu lieu, et n'ait rendu, par suite, cette appréciation sans objet.

On ne pouvait considérer la communication faite sans autorisation comme constituant *de plano* un acte de trahison ou d'espionnage, parce qu'il est possible que le gouvernement, s'il avait été à même d'exercer son examen, n'aurait pas considéré l'invention ou l'application dont il s'agit comme présentant, pour la défense nationale, un intérêt justifiant son classement temporaire ou définitif parmi les renseignements à tenir secrets.

C'est cette incertitude sur la décision à intervenir à cet égard qui a amené le décret du 17 juin 1938, dont la solution est maintenue par le projet, à classer cette infraction parmi les délits contre la sûreté extérieure de l'Etat.

L'article 82 reprend diverses dispositions des lois antérieures qui ont pour objet de prévenir la découverte des secrets de la défense nationale.

L'article 82, 1^o reprend les dispositions des articles 237 du code militaire, 256 du code maritime, et de l'article 5, 1^o, de la loi du 26 janvier 1934.

L'article 82 : 2^o reprend les dispositions du dernier alinéa de l'article 5 de la loi de 1934.

L'article 82 : 3^o est une disposition nouvelle, qui est insérée à la demande du ministère de l'air, en vue d'empêcher les investigations par la voie aérienne.

L'article 82 : 4^o reproduit les dispositions de l'article 6 de la loi de 1934, modifié par le décret du 17 juin 1938.

L'article 82 : 5^o reproduit les dispositions de l'article 7 du décret du 17 juin 1938.

Ces deux derniers alinéas supposent, pour leur application, la délimitation préalable, par une notifi-

cation administrative ou par un décret, des zones dans lesquelles le fait d'entrer, d'opérer ou de séjourner devient un délit.

L'article 83 formule les pénalités applicables aux atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat en s'inspirant des articles 78, 81, alinéa 2, 84 et 85 du code pénal, de la loi du 26 janvier 1934, et du décret du 24 mai 1938.

Comme il a été dit plus haut, les mêmes pénalités sont, en principe, prévues contre les différentes variétés de l'infraction énumérées dans les articles 79, 81 et 82 de la présente codification.

Les peines portées contre le délit, en temps de paix s'inspirent des peines prévues par la loi du 26 janvier 1934 et par le décret du 24 mai 1938, sur les atteintes à l'intégrité nationale.

Toutefois, conformément au précédent résultant de la modification apportée à l'article 405 du code pénal par le décret du 8 août 1935, on a prévu que pour certains délits, le maximum pourrait être porté à dix ans d'emprisonnement et que le maximum de l'amende pourrait être porté au double.

En temps de guerre, on a prévu l'application des travaux forcés à temps, en s'inspirant des articles susvisés du code pénal, modifiés par le décret du 17 juin 1938.

L'article 83, alinéa 5, reprend la disposition de l'article 8 de la loi de 1934, en décidant que la tentative de délit sera punie comme le délit lui-même.

L'article 83, alinéa 6, reproduit la disposition de la loi de 1934 assimilant le délit commis à l'étranger au délit commis en France.

L'article 84 prévoit dans ses trois premiers alinéas, l'application de la peine accessoire de la confiscation édictée dans l'article 16 de la loi de 1934 et par l'article 3 de la loi du 14 novembre 1918.

L'article 84, alinéa 4, reproduit la disposition de l'article 1^{er} du décret du 17 juin 1938, qui attribue expressément aux crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat le caractère de crimes et délits de droit commun.

Le dernier alinéa de l'article 84 précise que l'application de l'article 463 du code pénal aura lieu dans les conditions prévues par cet article, quelle que soit la juridiction saisie. Les articles 252 du code de justice militaire et 265 du code de justice maritime qui fixent un mode spécial d'application de l'article 463 dans les affaires jugées par les tribunaux militaires et maritimes, ne sont donc pas applicables aux condamnations prononcées par ces juridictions en matière de crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat.

L'article 85 reproduit les dispositions de l'article 10 de la loi de 1934 étendant l'application des règles de la complicité et du recel à des cas qui ne rentrent pas expressément dans les prévisions des articles 60 et 460 du code pénal. Ces articles sont évidemment applicables aux crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, comme aux autres infractions visées par le code, et les dispositions de l'article 85 s'ajoutent, mais ne se substituent pas à celles qu'ils contiennent.

Le dernier alinéa de l'article 85 prévoit l'application des exemptions de peines prévues par l'article 248 du code pénal, en matières de recel de personne, quand le recéleur est un des proches parents du recélé et quand il n'a pas participé autrement au crime ou au délit, soit comme auteur, soit comme complice, soit comme recéleur d'objets, instruments, matériels ou documents concernant le crime ou le délit.

L'article 86 conformément aux prévisions du décret du 17 juin 1938 précise qu'à moins de dispositions contraires expresses, les peines portées par les articles 75, 76, 77 et 83 sont applicables en temps de paix comme en temps de guerre.

L'article 86, alinéa 2, précise également que les dispositions édictées par les codes de justice militaire et maritime, en matière de trahison et d'espionnage, restent en vigueur et pourront être appliquées concurremment avec les dispositions du code pénal. Ainsi continueront à être réprimés les crimes et délits visés par les codes militaires qui n'ont pas été incorporés dans la codification. On peut citer comme exemple le cas du prisonnier de guerre qui, ayant faussé sa parole, est repris les armes à la main; le cas du militaire qui participe à des complots, dans le but de peser sur la décision du chef responsable, ou qui provoque à la fuite ou empêche le ralliement en présence de l'ennemi. En revanche, on appliquera concurremment l'article 75, 1^o, du code pénal et l'article 235 du code de justice militaire au militaire français ou au service de la France, qui porte les armes contre sa patrie. Le code militaire ajoutant en ce cas, à la peine prévue par le code pénal, la peine de la dégradation militaire, celle-ci sera prononcée contre lui par le tribunal, en même temps que la peine principale commune aux trois codes.

Enfin, le dernier alinéa de l'article 86, généralisant la solution admise par l'article 79 du code pénal, et la rendant applicable par décret dès le temps de paix, permet au gouvernement d'étendre, en tout ou en partie, les dispositions du code pénal aux actes visés par celui-ci qui seraient commis contre des puissances alliées ou amies de la France.

L'article 2 du décret fait revivre les articles 37, 38 et 39 du code pénal, relatifs à la confiscation générale, en y incorporant les dispositions de l'article 3 de la loi du 14 novembre 1918, qui ont trait à cette peine accessoire. Ainsi que cette loi le prévoit, la confiscation générale dont il s'agit ne sera applicable qu'aux crimes commis en temps de guerre.

L'article 3 du décret remanie la troisième section du chapitre 1^{er} du titre 1^{er} du livre III du code pénal, qui concerne la révélation et la non-révélation des crimes qui compromettent la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat.

L'article 103, reprenant et complétant les dispositions de l'ancien article 103 du code pénal, punit des peines portées contre les atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat, celui qui, ayant connaissance d'un projet ou d'un acte de trahison ou d'espionnage, n'en fait pas la déclaration aux autorités militaires, administratives ou judiciaires.

L'article 104 reprend sous une forme différente l'article 4 du décret du 17 juin 1938. Ce texte établissait une présomption de tentative à l'encontre des personnes qui, étant entrées en contact avec un agent d'une puissance étrangère, n'en avaient pas les autorités françaises.

Il a paru plus conforme au système général du code pénal de donner à ce délit la forme d'un délit de non-révélation analogue à celui de l'article 103.

C'est pourquoi l'article 104 dispose que sera puni des peines portées en matière d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat, celui qui, étant en relations avec un individu exerçant une activité de nature à nuire à la défense nationale, n'aura pas averti les autorités françaises dès le moment où il aura pu se rendre compte de cette activité.

Les articles 105, 106, 107 et 108 réalisent la fusion de l'article 108 du code pénal et de l'article 11 de la

loi de 1934. Il y avait un certain désaccord entre ces deux séries de dispositions, qui visent les exemptions de peines applicables au dénonciateur des crimes et délits contre la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat. Elles formulaient la même solution en ce qui concerne les dénonciations faites avant toute exécution du crime ou du délit, mais formulaient des solutions différentes, en ce qui concerne les dénonciations postérieures à la consommation de l'infraction.

Il a paru qu'il convenait de les mettre en concordance en rendant applicable, à la fois aux crimes et aux délits contre la sûreté intérieure et aux crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, le système de la loi de 1934, d'après lequel l'exemption de peines est de droit quand la dénonciation est antérieure à la consommation, et n'est que facultative si la dénonciation est postérieure.

II. — Compétence et procédure

Les dispositions relatives au jugement des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat sont insérées, par l'article 4 du décret, dans le titre VI, du livre II, du code d'instruction criminelle. Ce titre ayant été abrogé en 1830 laissait disponibles, en effet, un certain nombre d'articles dans lesquels la codification pouvait trouver sa place.

Le nouveau titre VI est divisé en quatre chapitres.

Le chapitre 1^{er} détermine les tribunaux compétents. Ce sont, suivant les cas, les tribunaux militaires, les tribunaux maritimes ou les tribunaux correctionnels.

Les tribunaux militaires ou maritimes seront toujours compétents, en temps de guerre. Ils seront compétents, en temps de paix, à l'égard de toutes les infractions autres que celles prévues par l'article 80 du code pénal et que celles qui, prévues par les articles 79 à 82, auront été commises par la voie de la presse. A l'égard de ces deux dernières catégories d'infractions, on maintient la solution des textes actuellement en vigueur.

Le chapitre II délimite la compétence respective des tribunaux militaires et des tribunaux maritimes, en reproduisant les solutions contenues dans l'avis du comité consultatif de justice militaire du 8 juillet 1938.

Le chapitre III délimite la compétence des juridictions militaires ou maritimes et des juridictions correctionnelles, dans le cas où les infractions relevant de ces dernières sont connexes à des infractions relevant des juridictions militaires.

Le chapitre IV indique que la procédure suivie sera celle qui est applicable devant chaque juridiction. Il reproduit l'article 13, alinéa 3, de la loi de 1934, autorisant la publication des jugements rendus dans les affaires dont il s'agit.

Il reproduit également la disposition de l'article 2 du décret du 20 mars 1939, autorisant la saisie préventive des instruments de la divulgation d'un secret de la défense nationale.

Il a paru que certaines dispositions relatives au jugement des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat trouveraient mieux leur place dans les codes militaires que dans le code d'instruction criminelle.

C'est pourquoi les articles 5, 6 et 7 insèrent dans les deux codes militaires des textes portant sur la compétence, la composition des tribunaux et leurs spécialisations.

L'article 5 du décret relatif à la compétence se borne à compléter l'article 2, de chacun des codes militaires par l'indication de leur compétence en matière de crimes et délits contre la sûreté extérieure de

l'Etat, mettant ainsi ces articles en harmonie avec le code d'instruction criminelle.

L'article 6 prévoit pour les tribunaux militaires et maritimes permanents une composition spéciale quand ils ont à juger une infraction contre la sûreté extérieure de l'Etat, qui met en cause des personnes étrangères à l'armée ou à la marine. En ce cas, l'élément civil du tribunal permanent est accru par l'adjonction au président de deux magistrats civils, désignés dans les mêmes conditions que lui. La minorité de faveur est modifiée en conséquence.

Enfin, l'article 7 du décret insère dans les codes militaires les dispositions de l'article 8 du décret du 17 juin 1938, prévoyant la possibilité de spécialiser un ou plusieurs tribunaux militaires ou maritimes dans le jugement des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat.

III. — Dispositions d'exécution

L'article 8 modifie l'article 2 de la loi du 27 mai 1885 et donne aux tribunaux militaires et maritimes le pouvoir de prononcer la peine de la relégation.

L'article 9 abroge les textes remplacés par les textes codifiés, ainsi que toutes les dispositions contraires à ces derniers.

L'article 10 maintient le décret du 20 mars 1939 interdisant la publication des informations militaires qui constituera désormais le décret en conseil des ministres prévu à l'article 78, 3^e, du code pénal.

L'article 11 prévoit que des décrets fixeront, s'il y a lieu, les mesures nécessaires à l'application des textes nouveaux, et l'article 12 indique que le décret est applicable à l'Algérie, aux colonies et aux territoires d'outre-mer.

Telles sont, monsieur le Président, les dispositions que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous estimons qu'elles sont de nature à améliorer les dispositions en vigueur et à rendre plus simple et plus aisée la tâche des fonctionnaires et des juges chargés de les appliquer.

Elles rentrent entièrement par leur objet dans les prévisions de la loi du 19 mars 1939, attribuant au gouvernement des pouvoirs spéciaux pour prendre les dispositions nécessaires à la défense du pays, et il est permis de penser qu'elles fortifieront à ce point de vue la position de la France.

Si vous approuvez le projet que nous vous présentons, nous avons l'honneur de vous prier de bien vouloir revêtir le présent décret de votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'expression de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,*

Edouard DALADIER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

Le ministre des affaires étrangères,
Georges BONNET.

Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.

Le ministre de la marine,
C. CAMPINCHI.

Le ministre de l'air,
Guy LA CHAMBRE.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du garde des sceaux, ministre de la justice, des ministres de la marine, de l'air et des colonies;

Vu les articles 75 à 85 du code pénal;

Vu la loi du 4 avril 1915;

Vu la loi du 14 novembre 1918 tendant à assurer plus complètement la répression des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat;

Vu la loi du 26 janvier 1934 et le décret du 17 juin 1938 sur l'épionnage;

Vu le décret du 20 mars 1939 sur les informations militaires;

Vu le code de justice militaire pour l'armée de terre du 9 mars 1928, l'article 28 de la loi du 2 juillet 1934 sur l'organisation de l'armée de l'air et le code de justice militaire pour l'armée de mer du 13 janvier 1938;

Vu le décret du 24 mai 1938 ayant pour but de réprimer les atteintes à l'intégrité du territoire national ou à l'autorité de la France sur les territoires où cette autorité s'exerce;

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La section 1^{re} du chapitre I^{er} du titre I^{er} du livre III du code pénal, à laquelle est rattaché l'article 86 du code pénal, est modifiée comme suit :

SECTION 1^{re}

Des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat

Art. 75. — Sera coupable de trahison et puni de mort :

1^o — Tout Français qui portera les armes contre la France;

2^o — Tout Français qui entretiendra des intelligences avec une puissance étrangère, en vue de l'engager à entreprendre des hostilités contre la France, ou lui en fournira les moyens, soit en facilitant la pénétration de forces étrangères sur le territoire français, soit en ébranlant la fidélité des armées de terre, de mer ou de l'air, soit de toute autre manière;

3^o — Tout Français qui livrera à une puissance étrangère ou à ses agents, soit des troupes françaises, soit des territoires, villes, forteresses, ouvrages, postes, magasins, arsenaux, matériels, munitions, vaisseaux, bâtiments ou appareils de navigation aérienne, appartenant à la France, ou à des pays sur lesquels s'exerce l'autorité de la France;

4^o — Tout Français qui, en temps de guerre, provoquera des militaires ou des marins à passer au service d'une puissance étrangère, leur en facilitera les moyens ou fera des enrôlements pour une puissance en guerre avec la France;

5^o — Tout Français qui, en temps de guerre, entretiendra des intelligences avec une puissance étrangère ou avec ses agents, en vue de favoriser les entreprises de cette puissance contre la France.

Seront assimilés aux Français, au sens de la présente section, les indigènes des pays sur lesquels s'exerce l'autorité de la France, ainsi que les militaires ou marins étrangers au service de la France.

Sera assimilé au territoire français, au sens de la présente section, le territoire des pays sur lesquels s'exerce l'autorité de la France.

Art. 76. — Sera coupable de trahison et puni de mort :

1^o — Tout Français qui livrera à une puissance étrangère ou à ses agents, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, un secret de la défense nationale, ou qui s'assurera, par quelque moyen que ce soit, la possession d'un secret de cette nature, en vue de le livrer à une puissance étrangère ou à ses agents;

2^o — Tout Français qui détruira ou détériorera volontairement un navire, un appareil de navigation aérienne, un matériel, une fourniture, une construction ou une installation susceptibles d'être employés pour la défense nationale, ou pratiquera sciemment, soit avant, soit après leur achèvement, des malfaçons de nature à les empêcher de fonctionner, ou à provoquer un accident.

Art. 77. — Sera coupable d'espionnage et puni de mort tout étranger qui commettra l'un des actes visés à l'article 75, 2^o, à l'article 75, 3^o, à l'article 75, 4^o à l'article 75, 5^o, et à l'article 76.

La provocation à commettre ou l'offre de commettre un des crimes visés aux articles 75 et 76 et au présent article sera punie comme le crime même.

Art. 78. — Seront réputés secrets de la défense nationale pour l'application du présent code :

1^o — Les renseignements d'ordre militaire, diplomatique, économique ou industriel qui, par leur nature, ne doivent être connus que des personnes qualifiées pour les détenir, et doivent, dans l'intérêt de la défense nationale, être tenus secrets à l'égard de toute autre personne;

2^o — Les objets, matériels, écrits, dessins, plans, cartes, levés, photographies ou autres reproductions, et tous autres documents quelconques qui, par leur nature, ne doivent être connus que des personnes qualifiées pour les manier ou les détenir, et doivent être tenus secrets à l'égard de toute autre personne comme pouvant conduire à la découverte de renseignements appartenant à l'une des catégories visées à l'alinéa précédent;

3^o — Les informations militaires de toute nature, non rendues publiques par le gouvernement, et non comprises dans les énumérations ci-dessus, dont la publication, la diffusion, la divulgation ou la reproduction aura été interdite par une loi ou par un décret en conseil des ministres;

4^o — Les renseignements relatifs soit aux mesures prises pour découvrir et arrêter les auteurs et les complices de crimes ou délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, soit à la marche des poursuites et de l'instruction, soit aux débats devant la juridiction de jugement.

Art. 79. — Sera coupable d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat et puni des peines portées à l'article 83, tout Français ou tout étranger :

1^o — Qui aura, par des actes hostiles non approuvés par le gouvernement, exposé la France à une déclaration de guerre;

2^o — Qui aura, par des actes non approuvés par le gouvernement, exposé des Français à subir des représailles;

3^o — Qui, en temps de paix, enrôlera des soldats pour le compte d'une puissance étrangère, en territoire français;

4^o — Qui, en temps de guerre, entretiendra, sans autorisation du gouvernement, une correspondance ou des relations avec les sujets ou les agents d'une puissance ennemie;

5^o — Qui, en temps de guerre, au mépris des prohibitions édictées, fera, directement ou par intermé-

diaire, des actes de commerce avec les sujets ou les agents d'une puissance ennemie.

Art. 80. — Sera coupable d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat et puni des peines portées à l'article 83, tout Français ou tout étranger :

1^o — Qui aura entrepris, par quelque moyen que ce soit, de porter atteinte à l'intégrité du territoire français, ou de soustraire à l'autorité de la France une partie des territoires sur lesquels cette autorité s'exerce;

2^o — Qui entretiendra avec les agents d'une puissance étrangère des intelligences ayant pour objet, ou ayant eu pour effet de nuire à la situation militaire ou diplomatique de la France.

Art. 81. — Sera coupable d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat et puni des peines portées à l'article 83, tout Français ou tout étranger :

1^o — Qui, dans un but autre que celui de le livrer à une puissance étrangère ou à ses agents, s'assurera, par quelque moyen que ce soit, la possession d'un secret de la défense nationale, ou le portera, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, à la connaissance du public, ou d'une personne non qualifiée;

2^o — Qui, par imprudence, négligence ou inobservation des règlements, laissera détruire, soustraire ou enlever, en tout ou en partie, et même momentanément, des objets, matériels, documents, ou renseignements qui lui étaient confiés, et dont la connaissance pourrait conduire à la découverte d'un secret de la défense nationale, ou en laissera prendre même en partie, connaissance, copie ou reproduction;

3^o — Qui, sans autorisation préalable de l'autorité compétente, livrera ou communiquera à une personne agissant pour le compte d'une puissance ou d'une entreprise étrangère, soit une invention intéressant la défense nationale, soit des renseignements études ou procédés de fabrication se rapportant à une invention de ce genre, ou à une application industrielle intéressant la défense nationale.

Art. 82. — Sera également coupable d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat et puni des mêmes peines — sans préjudice, s'il y a lieu, des peines portées contre la tentative des crimes prévus aux articles 75 et 76 — tout Français ou tout étranger :

1^o — Qui s'introduira, sous un déguisement ou un faux nom, ou en dissimulant sa qualité ou sa nationalité dans une forteresse, un ouvrage, poste ou arsenal, dans les travaux, camps, bivouacs ou cantonnements d'une armée, dans un bâtiment de guerre, ou un bâtiment de commerce employé pour la défense nationale, dans un appareil de navigation aérienne ou dans un véhicule militaire armé, dans un établissement militaire ou maritime de toute nature, ou dans un établissement ou chantier travaillant pour la défense nationale;

2^o — Qui, même sans se déguiser, ou sans dissimuler son nom, sa qualité, ou sa nationalité, aura organisé d'une manière occulte, un moyen quelconque de correspondance ou de transmission à distance susceptible de nuire à la défense nationale;

3^o — Qui survolera le territoire français au moyen d'un aéronef étranger sans y être autorisé par une convention diplomatique ou une permission de l'autorité française.

4^o — Qui, dans une zone d'interdiction fixée par l'autorité militaire ou maritime, exécutera, sans l'autorisation de celle-ci, des dessins, photographies, levés ou opérations topographiques à l'intérieur ou autour

des places, ouvrages, postes ou établissements militaires et maritimes;

5° — Qui séjournera, au mépris d'une interdiction édictée par décret, dans un rayon déterminé autour des ouvrages fortifiés ou des établissements militaires et maritimes.

Art. 83. — Si elles sont commises en temps de guerre, les atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat seront punies des travaux forcés à temps.

Si elles sont commises en temps de paix, elles seront punies d'un emprisonnement d'un à cinq ans, et d'une amende de 1.000 à 10.000 francs.

Toutefois, l'emprisonnement pourra être porté à dix ans et l'amende à 20.000 frs. à l'égard des infractions visées à l'article 79, 1°, à l'article 80, 1°, à l'article 81, 1°, à l'article 82, à l'article 103 ou à l'article 104.

Dans tous les cas, les coupables pourront être en outre, frappés pour cinq ans au moins et vingt ans au plus, de l'interdiction des droits mentionnés en l'article 42 du présent code. Ils pourront également être frappés d'interdiction de séjour pour une durée de cinq à vingt ans.

La tentative du délit sera punie comme le délit lui-même.

Le délit commis à l'étranger sera punissable comme le délit commis en territoire français.

Art. 84. — La confiscation de l'objet du crime et du délit et des objets et instruments ayant servi à le commettre sera de droit, sans qu'il y ait lieu de rechercher s'ils appartiennent ou non aux condamnés.

La rétribution reçue par le coupable, ou le montant de sa valeur, lorsque la rétribution n'a pu être saisie, seront déclarés acquis au trésor par le jugement.

Lorsque le crime sera commis en temps de guerre, il sera fait application des articles 37, 38 et 39 du code pénal.

Pour l'application des peines, les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat seront considérés comme des crimes et délits de droit commun.

L'article 463 pourra être appliqué par le tribunal compétent dans les conditions fixées par le présent code.

Art. 85. — En outre des personnes désignées à l'article 60 et à l'article 460, sera puni comme complice ou comme recéleur, tout Français et tout étranger :

1° — Qui, connaissant les intentions des auteurs des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, leur fournira subsides, moyens d'existence, logement, lieu de retraite ou de réunion;

2° — Qui portera sciemment la correspondance des auteurs d'un crime ou d'un délit, ou leur facilitera sciemment, de quelque manière que ce soit, la recherche, le recel, le transport ou la transmission de l'objet du crime ou du délit;

3° — Qui recèlera sciemment les objets ou instruments ayant servi ou devant servir à commettre le crime ou le délit ou les objets matériels ou documents obtenus par le crime ou le délit.

Dans le cas prévu par l'article 248, le tribunal pourra exempter de la peine encourue les personnes désignées à cet article qui n'auront pas participé d'une autre manière au crime ou au délit.

Art. 86. — A moins de dispositions contraires expresses, les peines portées envers les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat seront appliquées à celles de ces infractions qui seront commises en temps de paix, comme à celles qui seront commises en temps de guerre.

Les dispositions de la présente section ne feront pas obstacle à l'application, dans les cas prévus par ceux-ci, des dispositions édictées par les codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer, en matière de trahison et d'espionnage.

Le gouvernement pourra, par décret en conseil des ministres, étendre, soit pour le temps de guerre, soit pour le temps de paix, tout ou partie des dispositions visant les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, aux actes visés par celles-ci, qui seraient commis contre les puissances alliées ou amies de la France.

ART. 2. — Les dispositions contenues dans l'article 3 de la loi du 14 novembre 1918 seront insérées dans les articles 37, 38 et 39 du code pénal, dans les termes suivants :

Art. 37. — Dans tous les cas où une condamnation sera prononcée pour un crime contre la sûreté extérieure de l'Etat, commis en temps de guerre, les juridictions compétentes prononceront la confiscation, au profit de la nation, de tous les biens présents et à venir du condamné, de quelque nature qu'ils soient, meubles, immeubles, divis ou indivis, suivant les modalités ci-après :

Art. 38. — Si le condamné est marié, la confiscation ne portera que sur la part du condamné dans le partage de la communauté, ou des biens indivis entre son conjoint et lui.

S'il a des descendants ou des ascendants, la confiscation ne portera que sur la quotité disponible. Il sera, s'il y a lieu, procédé au partage ou à la licitation suivant les règles applicables en matière de successions.

Art. 39. — L'aliénation des biens confisqués sera poursuivie par l'administration des domaines dans les formes prescrites pour la vente des biens de l'Etat.

Les biens dévolus à l'Etat par l'effet de la confiscation demeureront grevés jusqu'à concurrence de leur valeur, des dettes légitimes antérieures à la condamnation.

ART. 3. — Les articles 103 à 108 du code pénal sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 103. — Sera punie des peines portées par l'article 83 contre les atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat, toute personne qui, ayant connaissance de projets ou d'actes de trahison, ou d'espionnage n'en fera pas la déclaration aux autorités militaires, administratives ou judiciaires, dès le moment où elles les aura connus.

Art. 104. — Sera punie des mêmes peines toute personne qui, étant en relations avec un individu exerçant une activité de nature à nuire à la défense nationale, n'aura pas averti les autorités visées à l'article précédent, dès le moment où elle aura pu se rendre compte de cette activité.

Art. 105. — Sera exempt de la peine encourue celui qui, avant toute exécution ou tentative d'un crime ou d'un délit contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, en donnera, le premier, connaissance aux autorités administratives ou judiciaires.

Art. 106. — L'exemption de la peine sera seulement facultative si la dénonciation intervient après la condamnation ou la tentative du crime ou du délit, mais avant l'ouverture des poursuites.

Art. 107. — L'exemption de la peine sera également facultative à l'égard du coupable qui, après l'ouverture

des poursuites, procurera l'arrestation des auteurs ou complices de la même infraction, ou d'autres infractions de même nature et de même gravité.

Art. 108. — Ceux qui seront exempts de peine, par application des articles précédents, pourront néanmoins être interdits de séjour pendant cinq à vingt ans.

ART. 4. — Le titre VI du livre II du code d'instruction criminelle est remplacé par les dispositions suivantes :

TITRE SIXIEME

DU JUGEMENT DES CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA SÛRETÉ EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

CHAPITRE PREMIER

Des tribunaux compétents

Art. 553. — Les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat seront jugés, suivant les distinctions ci-après, par les tribunaux militaires, les tribunaux maritimes et les tribunaux correctionnels.

Art. 554. — Les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, commis en temps de guerre, seront jugés par les tribunaux militaires et par les tribunaux maritimes.

Art. 555. — Les crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat, commis en temps de paix, seront jugés par les mêmes tribunaux.

Art. 556. — Les délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, commis en temps de paix, relèveront des mêmes juridictions, sous réserve des exceptions ci-après.

Art. 557. — Les infractions à l'article 80 du code pénal, commises en temps de paix, seront jugées par les tribunaux correctionnels.

Art. 558. — Les autres délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, commis en temps de paix, seront également jugés par les tribunaux correctionnels, lorsqu'ils auront été commis par un des moyens énumérés à l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse.

CHAPITRE II

Délimitation de la compétence des tribunaux militaires et des tribunaux maritimes

Art. 559. — La compétence respective des tribunaux militaires et maritimes sera déterminée suivant les règles ci-après :

Art. 560. — Si la poursuite ne doit comprendre que des militaires de l'armée de terre ou de l'armée de l'air, le tribunal militaire sera compétent.

Art. 561. — Si la poursuite ne doit comprendre que des militaires de l'armée de mer ou des personnels assimilés, le tribunal maritime sera compétent.

Art. 562. — Si la poursuite doit comprendre, à la fois, des militaires des armées de terre ou de l'air, et des militaires de l'armée de mer, ou des personnels assimilés, la compétence se déterminera d'après les distinctions établies par l'article 7 du code de justice militaire pour l'armée de terre et l'article 8 du code de justice militaire pour l'armée de mer.

Art. 563. — Si la poursuite doit comprendre, à la fois, des militaires des armées de terre et de l'air et des non-militaires, le tribunal militaire sera compétent.

Art. 564. — Si la poursuite doit comprendre, à la fois, des militaires de l'armée de mer ou assimilés et des non-militaires, le tribunal maritime sera compétent.

Art. 565. — Si la poursuite doit comprendre, à la fois, des militaires des armées de terre, de mer ou de l'air et des non-militaires, la compétence se déterminera d'après les distinctions établies par l'article 7 du code de justice militaire pour l'armée de terre, et par l'article 8 du code de justice militaire pour l'armée de mer.

Art. 566. — Si la poursuite ne doit comprendre que des non-militaires, la compétence appartiendra au tribunal militaire, ou au tribunal maritime, suivant que l'infraction sera commise au préjudice des armées de terre ou de l'air, ou au préjudice de l'armée de mer.

Art. 567. — Si l'infraction donnant lieu aux poursuites visées à l'article précédent est commise, à la fois, au préjudice des armées de terre ou de l'air, et au préjudice de l'armée de mer, la compétence appartiendra au tribunal militaire, ou au tribunal maritime, suivant que l'infraction aura pour objet principal les armées de terre ou de l'air, ou l'armée de mer.

Art. 568. — S'il n'est pas possible à l'autorité chargée des poursuites de se prononcer immédiatement à ce sujet, il n'en devra résulter aucun retard dans la délivrance de l'ordre d'informer.

Cet ordre sera émis par l'autorité qui aura provoqué l'arrestation, ou qui aura été saisie la première de l'individu arrêté.

Art. 569. — Dans le cas où l'infraction consistera dans la prise de vues, dessins, ou photographies interdites, on aura en considération, pour déterminer la compétence, non pas le lieu où se trouvera l'opérateur, mais le lieu où se trouvera l'objet dont il se sera proposé d'obtenir l'image.

CHAPITRE III

Délimitation de la compétence des tribunaux correctionnels

Art. 570. — Au cas où les poursuites dirigées contre un des délits visés à l'article 80 du code pénal porteront en même temps sur d'autres crimes ou délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, l'affaire sera portée dans son entier devant la juridiction militaire ou maritime compétente.

Art. 571. — Il en sera de même, lorsque des poursuites dirigées contre une infraction à l'article 81 du code pénal commise par la voie de la presse devront porter en même temps sur d'autres crimes ou délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, ou mettront en cause d'autres personnes que celles qui seront pénalement responsables de l'infraction commise par la voie de la presse.

CHAPITRE IV

Dispositions diverses

Art. 572. — La poursuite, l'instruction et le jugement auront lieu suivant la procédure applicable devant la juridiction saisie.

Art. 573. — L'interdiction de reproduire les débats relatifs aux crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, qui résulte de l'article 78, 4^e, du code pénal, ne s'appliquera pas à la publication du jugement rendu.

Art. 574. — En vue d'éviter la divulgation d'un secret de la défense nationale, il pourra être procédé, même par voie administrative, à la saisie préventive des objets, écrits, imprimés ou autres instruments de cette divulgation.

Art. 5. — L'article 2 du code de justice militaire pour l'armée de terre et l'article 2 du code de justice militaire pour l'armée de mer sont complétés par l'alinéa suivant qui prendra place à la fin de chacun de ces articles.

Art. 2 C. J. M. — « Les tribunaux militaires seront compétents, dans les conditions fixées par le code d'instruction criminelle, et par les lois sur l'état de siège pour juger les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat ».

Art. 2 C. J. M. M. — « Les tribunaux maritimes seront compétents, dans les conditions fixées par le code d'instruction criminelle et par les lois sur l'état de siège, pour juger les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat ».

Art. 6. — L'article 10 du code de justice militaire pour l'armée de terre, et l'article 13 du code de justice militaire pour l'armée de mer, sont complétés par les alinéas suivants qui prendront place dans chacun de ces articles à l'endroit indiqué ci-après :

Art. 10, dernier alinéa. — Pour le jugement des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, qui mettent en cause, soit avec des militaires, soit séparément, des personnes étrangères aux armées, le tribunal militaire permanent doit comprendre, en sus du président, deux magistrats choisis suivant les cas et de la même manière, parmi ceux de la cour d'appel, dans le ressort de laquelle ce tribunal a son siège, ou parmi les magistrats des tribunaux de première instance du ressort de cette cour.

En ce cas, les questions posées au tribunal, conformément à l'article 90 ne pourront être résolues contre l'inculpé que par six voix contre trois.

Art. 13, avant-dernier alinéa. — Pour le jugement des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat qui mettent en cause, soit avec des marins ou des personnels assimilés, soit séparément, des personnes étrangères aux armées, le tribunal maritime permanent doit comprendre, en sus du président, deux magistrats, choisis suivant les cas, et de la même manière, parmi ceux de la cour d'appel, dans le ressort de laquelle ce tribunal a son siège, ou parmi les magistrats des tribunaux de première instance du ressort de cette cour. En ce cas, les questions posées au tribunal, conformément à l'article 99, ne pourront être résolues contre l'inculpé que par 6 voix contre 3.

Art. 7. — L'article 9 du code de justice militaire pour l'armée de terre et l'article 12 du code de justice militaire pour l'armée de mer sont complétés par les alinéas suivants qui prendront place à la fin de chacun de ces articles.

Art. 9, derniers alinéas. — S'il est nécessaire, un ou plusieurs tribunaux militaires désignés par décret pourront être spécialisés dans le jugement des crimes ou des délits contre la sûreté de l'Etat.

Le décret rendu fixera, en même temps que le siège et le ressort du tribunal, l'autorité militaire qui sera investie des pouvoirs judiciaires attribués

par le code de justice militaire pour l'armée de terre aux généraux commandant les circonscriptions territoriales ou aériennes, ainsi que les autres mesures nécessaires à l'application des dispositions ci-dessus.

Art. 12, alinéas 2 et 3. — S'il est nécessaire, un ou plusieurs tribunaux maritimes, désignés par décret, pourront être spécialisés dans le jugement des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat.

Le décret rendu fixera, en même temps que le siège et le ressort du tribunal, l'autorité militaire qui sera investie des pouvoirs judiciaires attribués par le code de justice militaire pour l'armée de mer aux préfets maritimes, ainsi que toutes autres mesures nécessaires à l'application des dispositions ci-dessus.

Art. 8. — L'article 2 de la loi du 27 mai 1885 sur la relégation est complété par l'alinéa ci-après :

Lorsqu'ils prononceront une condamnation pour crime ou délit contre la sûreté extérieure de l'Etat, les tribunaux militaires et maritimes pourront également prononcer la relégation, dans les conditions prévues par la présente loi.

Art. 9. — Sont abrogés les articles 75 à 85 du code pénal modifié par la loi du 28 avril 1832, l'article 86 du code pénal modifié par la loi du 10 juin 1853, la loi du 14 novembre 1918, la loi du 26 janvier 1934 et le décret du 17 juin 1938 sur l'espionnage, ainsi que toutes dispositions contraires à celles du présent décret.

Art. 10. — Le décret du 20 mars 1939 interdisant, à dater du 22 mars 1939, la publication des informations militaires de toute nature, non rendues publiques par le gouvernement, demeure en vigueur, et constitue le décret en conseil des ministres prévu à l'article 78, 3^e, du code pénal, modifié ci-dessus.

Art. 11. — Des décrets, pris sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et des ministres intéressés, fixeront, s'il y a lieu, les mesures nécessaires à l'application du présent décret qui sera soumis à la ratification des chambres, dans les conditions prévues par la loi du 19 mars 1939.

Art. 12. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'intérieur, les ministres de la marine, de l'air et des colonies sont chargés de l'exécution du présent décret qui est applicable à l'Algérie, aux colonies, et aux territoires d'outre-mer.

Fait à Paris, le 29 juillet 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.
Le ministre des affaires étrangères,
Georges BONNET.

Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.
Le ministre de la marine,
C. CAMPINCHI.

Le ministre de l'air,
Guy LA CHAMBRE.
Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Durée du travail

ARRETE N° 542 promulguant au Togo le décret du 12 septembre 1939 relatif à la durée du travail dans les territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Réunion, la Guyane et la Nouvelle-Calédonie.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 12 septembre 1939 relatif à la durée du travail dans les territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Réunion, la Guyane et la Nouvelle-Calédonie;

Vu la dépêche ministérielle n° 1439 du 20 septembre 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 12 septembre 1939 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 octobre 1939.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1931 sur le régime du travail;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A titre provisoire, dans les établissements énumérés à l'article 6 du Livre II du code métropolitain du travail, la durée du travail pourra être prolongée, de plein droit, par arrêté du chef du territoire, nonobstant toutes dispositions réglementaires ou contractuelles contraires, jusqu'à concurrence de soixante heures par semaine et de dix heures par jour.

Toutefois, dans les établissements de l'Etat ou de la colonie et dans les entreprises travaillant dans l'intérêt de la défense nationale ou d'un service public, la durée du travail pourra être portée à soixante douze heures par semaine, après autorisation de l'inspecteur du travail ou du fonctionnaire en tenant lieu.

ART. 2. — Sauf autorisation de l'inspecteur du travail, les dispositions des articles ci-dessus ne pourront avoir pour effet de porter la durée normale du travail des femmes et des enfants à plus de neuf heures par jour ni à plus de cinquante quatre heures par semaine.

ART. 3. — La durée du repos entre deux journées de travail sera au minimum de dix heures consécutives, sauf en cas de circonstances exceptionnelles, après autorisation spéciale de l'inspecteur du travail.

ART. 4. — Dans tous les établissements visés à l'article 1^{er}, le repos hebdomadaire pourra être donné par roulement.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret sont applicables à l'Indochine, à l'Afrique occidentale française, à l'Afrique équatoriale française, à Madagascar et dépendances, aux établissements français dans l'Inde, aux établissements français de l'Océanie, à la Côte française des Somalis, aux Iles St. Pierre et Miquelon et aux territoires sous mandat du Togo et du Cameroun.

Des arrêtés des chefs de colonie ou de territoire en détermineront, s'il y a lieu, les conditions d'application.

ART. 6. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française, inséré au bulletin officiel du ministère des colonies et promulgué aux journaux officiels de chaque colonie et territoire intéressés.

Fait à Paris, le 12 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**Organisation administrative****Service annexe des communications et transmissions en temps de guerre**

ARRETE N° 738/D. N. modifiant l'arrêté n° 635/D. N. du 2 septembre 1939 concernant le service annexe des communications et transmissions en temps de guerre.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 635/DN du 2 septembre 1939 concernant le service annexe des communications et transmissions en temps de guerre;

Vu la décision n° 670 du 28 septembre 1939 portant nomination dans le personnel européen;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 635/D. N. du 2 septembre 1939 est modifié comme suit pour compter du 1^{er} octobre 1939 :

Article 2. — Au lieu de :

M. Carillon est nommé chef du service annexe des communications et transmissions par intérim.

Lire :

M. Lescellier, chef du service des P.T.T., est nommé chef du service des communications et transmissions.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 octobre 1939.

L. MONTAGNÉ.

Classement de forêt**ARRETE N° 532 portant classement de la forêt d'Atakpamé.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du territoire du Togo;

Vu le procès-verbal en date du 20 septembre 1939 de la commission de classement;

Après avis du receveur des domaines;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est constitué en forêt domaniale classée le périmètre défini comme suit :

1° — AU SUD

a) D'un point A, situé sur la route Atakpamé-Sada (à 100 mètres environ des bureaux du poste, bordure des plantations administratives) la limite des plantations administratives jusqu'en B, situé sur l'allée des eucalyptus.

b) De B, l'allée des eucalyptus jusqu'à son extrémité C (BC : 900 mètres environ).

c) De C, une droite d'orientation 160 grades allant à la rivière Ekè (D) (CD : 275 mètres environ).

d) De D, la rivière Ekè jusqu'en E, point où la route Atakpamé-Lomé la traverse par un pont de bois.

e) De E, une droite d'orientation 350 grades et de longueur : 300 mètres déterminant F.

f) De F, une droite d'orientation 260 grades et de longueur : 400 mètres déterminant G.

g) De G, une droite allant en H, H étant le point où la piste allant à la briqueterie d'Agboëtiko traverse un ruisseau (nommé Gbehaya?), affluent de gauche de l'Ekè.

2° — A L'EST

a) De H, la piste allant à la briqueterie d'Agboëtiko puis le sentier allant à Sada, jusqu'en I, I étant un point situé sur ce sentier, à 600 mètres environ au sud de ce village et à la limite de ses cultures (une termitière).

b) De I, une droite d'orientation 115 grades et de longueur : 300 mètres, déterminant J.

c) De J, une droite (orientation approximatif 40 grades) rejoignant en K la route Atakpamé-Sada, K se trouvant à l'extrémité du lacet sud de la descente sur Sada.

d) De K, cette route jusqu'en L, extrémité du lacet nord (KL : 350 mètres environ).

e) De L, une droite d'orientation 50 grades et de longueur : 250 mètres déterminant M.

f) De M, une droite d'orientation 375 grades (longueur : 1250 mètres environ) jusqu'en N, déterminé plus loin.

g) De O, situé sur la route Sada-Gbékon, à 250 mètres au nord de l'endroit où cette route franchit le ruisseau Awouté, une droite est-ouest (100 grades), coupant la droite d'origine M (point de rencontre : N).

h) De O, la route Sada-Gbékon jusqu'en P, déterminé plus loin.

3° — AU NORD

a) De Q, situé sur la route Atakpamé-Sokodé, à 800 mètres environ au sud-ouest du village de Gbékon, une droite ouest-est (300 grades) allant en P, sur la route Sada-Gbékon.

b) De Q, la route Atakpamé-Sokodé, jusqu'en R, situé au point où la piste allant à la résidence quitte cette route (400 mètres au nord de la résidence d'Atakpamé).

4° — A L'OUEST

a) De R, la piste de la résidence jusqu'en S, point où elle franchit la rivière Ekè.

b) De S, une droite ouest-est (300 grades) de longueur : 100 mètres déterminant T.

c) De T, une ligne parallèle à la piste de la résidence, jusqu'en U, point où cette ligne rencontre la limite du périmètre urbain d'Atakpamé.

d) De U, la limite du périmètre urbain jusqu'en V point où un sentier allant du poste d'Atakpamé à la résidence rencontre cette limite.

e) De V, le sentier allant de la résidence au poste administratif, jusqu'à un point W, situé sur ce sentier à 150 mètres au nord des bureaux du cercle.

f) De W, à A, une droite.

ART. 2. — Les droits d'usage maintenus sur la forêt sont ceux énumérés à l'article 14 du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du territoire.

ART. 3. — La répression des infractions au présent arrêté s'effectuera conformément aux dispositions du titre V du décret du 5 février 1938.

ART. 4. — Le commandant du cercle d'Atakpamé, les agents du service des eaux, forêts et chasses, les agents du service de l'agriculture sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 octobre 1939.

L. MONTAGNÉ.

Organisation administrative**ARRETE N° 533 portant modification à la constitution des subdivisions de Lomé et de Tsévié.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Sur la proposition du commandant de cercle de Lomé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les cantons de Tové et d'Akoviépé dépendant de la subdivision de Tsévié, sont rattachés à la subdivision de Lomé.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} janvier 1940, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 octobre 1939.

L. MONTAGNÉ.

Circulation routière

ARRETE N° 540 *réglémentant pour la période d'hivernage la circulation de certains véhicules sur les routes du territoire.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 juin 1935 rendant applicable au Togo le décret du 21 juin 1934 portant réglementation pour l'usage des voies ouvertes à la circulation publique dans l'Afrique occidentale française rectifié par celui du 14 février 1935;

Vu l'arrêté n° 429 du 25 juillet 1939 fixant les modalités d'application dans le territoire du Togo du décret du 21 juin 1934;

Sur la proposition de l'ingénieur principal, chef du service des travaux publics et des transports du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est interdite pendant la période d'hivernage, la circulation sur les routes du territoire du Togo, des véhicules autres que les voitures de tourisme dans les conditions ci-après définies :

A) 8 heures après une pluie dont la durée est supérieure à 12 heures.

B) 6 heures après une pluie torrentielle ou une pluie normale de longue durée (6 heures).

C) 4 heures après une pluie ordinaire de durée inférieure à 6 heures, mais supérieure à 30 minutes.

ART. 2. — Cette interdiction ne s'applique pas aux cas de force majeure suivants :

1° — Véhicules surpris en cours de route par la pluie;

2° — Médecin appelé d'urgence auprès d'un malade ou évacuation d'un malade ou blessé;

3° — Fonctionnaires ou officiers obligés de se déplacer pour des motifs officiels impérieux;

4° — Pour tous cas reconnus d'extrême urgence, émanant de particuliers et soumis à l'autorisation des commandants de cercle.

ART. 3. — Le chef du service des travaux publics, les commandants de cercle et les chefs de subdivision sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 12 septembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPEEN****Nomination**

Par arrêté n° 541 du :

13 octobre 1939. — M. Gbedey Robert, commis d'administration principal de 3^e classe, qui a subi avec succès l'examen institué par l'arrêté n° 470 du 9 septembre 1939, est admis dans le cadre local européen

des travaux publics du Togo en qualité de comptable de 4^e classe stagiaire.

M. Gbedey Robert conserve le bénéfice de sa solde actuelle jusqu'au moment où les avancements obtenus lui donneront droit à un traitement supérieur.

Affectations

Par décisions des :

2 octobre 1939. — M. Perret, adjoint principal hors classe des services civils, est nommé chef par intérim de la subdivision de Lama-Kara et président du tribunal du premier degré de Lama-Kara, en remplacement de M. Chabanon, mobilisé. Il exercera cumulativement avec ces fonctions celles d'agent intermédiaire, de dépositaire-comptable et de surveillant-chef de la prison de Lama-Kara.

L'exercice des pouvoirs disciplinaires est conféré à M. Perret.

M. Terrac, adjoint des services civils, chef par intérim de la subdivision de Tsévié, est nommé cumulativement avec ses fonctions chef par intérim de la subdivision de Lomé, en remplacement de M. Perret; appelé à d'autres fonctions.

L'exercice des pouvoirs disciplinaires est conféré à M. Terrac.

3 octobre 1939. — Les agents du chemin de fer du Togo dont les noms suivent :

M.M. Angeletti, surveillant principal de 3^e classe,

Agniel, chef de district de 2^e classe, attendus à Lomé, vers le 2 octobre 1939 par le paquebot « Banfora », sont mis à la disposition de l'ingénieur principal, chef du service des transports.

3 octobre 1939. — M. Laugier, ingénieur-adjoint de 2^e classe du cadre général des travaux publics des colonies, est nommé chef de la section des routes et transports routiers, en remplacement de M. De Guise René, adjoint technique principal de 4^e classe des travaux publics de l'A. O. F., mis à la disposition de l'autorité militaire.

M. Laugier remplira ces fonctions cumulativement avec celles d'adjoint au chef du service des T. P. T.

4 octobre 1939. — M. Toqué Louis, contrôleur de 1^{re} classe des douanes, chef du service des douanes, est chargé en outre de la direction du bureau des douanes de Lomé, en remplacement de M. Polygone Pierre, mobilisé à compter du 2 octobre 1939.

Il remplira également les fonctions de lieutenant.

9 octobre 1939. — Le pharmacien lieutenant Gallet, débarqué à Lomé le 2 octobre 1939, remplira les fonctions de comptable gestionnaire de la pharmacie d'approvisionnement du Togo, de directeur de la pharmacie de détail de Lomé et du laboratoire de chimie, d'inspecteur des pharmacies, en remplacement du pharmacien commandant Monnier rapatriable.

12 octobre 1939. — Le médecin lieutenant Chipaux est réaffecté à Atakpamé comme médecin-chef de la subdivision sanitaire d'Atakpamé, en remplacement du médecin-lieutenant Adamy qui reçoit une autre affectation.

Le médecin-lieutenant Adamy est mis à la disposition du médecin-chef du secteur de la trypanosomiase.

15 octobre 1939. — M. Grunitzky Nicolas, agent technique auxiliaire des travaux publics, est nommé directeur de l'école professionnelle de Sokodé.

DIVERS

Affectation spéciale

Par décision n° 689 du :

3 octobre 1939. — Sont classés dans l'affectation spéciale pour une durée d'un mois et pour compter du 25 septembre 1939 :

M.M. Toqué, brigadier, chef du service des douanes;
Plancq, soldat, comptable au chemin de fer.

Par arrêté n° 529 du :

7 octobre 1939. — Sont classés dans l'affectation spéciale de trois mois pour compter du 1^{er} octobre 1939, tous les missionnaires soumis aux obligations militaires, exerçant dans le territoire du Togo.

Agence et prison de Tsévié

Par décision du :

2 octobre 1939. — M. Adotevi Barthélémy, commis d'administration de 3^e classe, est nommé agent spécial de Tsévié, dépositaire-comptable et surveillant-chef de la prison de Tsévié, en remplacement de M. Terrac.

Centre de puériculture

Par arrêté n° 494 du :

19 septembre 1939. — A compter du 20 septembre 1939, le Centre de Puériculture de Lomé est placé sous l'autorité technique du chef du service de santé.

Son administration demeure confiée au comité local de la Croix Rouge et à l'Association des Mères Togolaises.

Par arrêté n° 534 du :

9 octobre 1939. — Le second paragraphe de l'arrêté n° 494 du 19 septembre 1939 est modifié comme suit :

L'administration du Centre de Puériculture est confiée à l'Association des Mères Togolaises.

Le chef du service de santé délèguera une sage-femme auprès du comité directeur du Centre de Puériculture.

Le budget du Centre de Puériculture sera géré par le bureau de l'Association des Mères Togolaises, sous le contrôle du chef du bureau des finances, délégué permanent du Commissaire de la République près le Centre de Puériculture.

Mobilisation

Par décision n° 723 du :

12 octobre 1939. — Le médecin-capitaine Denaclara, en service hors-cadres au Togo, est mis à la disposition de l'autorité militaire pour compter du 27 septembre 1939, date de sa mise en route sur le B. T. S. n° 8.

Service du ravitaillement en temps de guerre

Par arrêté n° 535 du :

10 octobre 1939. — Est désigné comme membre de la commission consultative du service du ravitaillement en temps de guerre, en remplacement de M. Bastard, mobilisé :

M. Ambach, agent de la compagnie française de l'Afrique occidentale.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

CONSEIL DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF DU DAHOMEY-TOGO

AFFAIRE JACQUES BERNARD
CONTRE LE TERRITOIRE DU TOGO

Audience du 20 septembre 1939

Décision n° 100

Au nom du peuple français,

Le conseil du contentieux administratif;

Vu les décrets des 5 août et 7 décembre 1881, complétés par celui du 4 décembre 1920;

Vu la requête introductive d'instance en date du 29 juillet 1938, déposée le 6 septembre au greffe du conseil du contentieux administratif par le sieur Bernard Jacques, sous-chef de bureau au ministère des colonies, demandant : à titre principal, l'annulation d'un ordre de recettes de 7.328 frs. 33, émis contre lui le 28 février 1938 et dont il a eu connaissance le 13 juin 1938; à titre subsidiaire et à défaut, l'attribution d'une indemnité de préjudice égale au montant de l'ordre de recettes attaqué.

Vu les décrets : du 20 juin 1911, du 8 octobre 1918, du 12 octobre 1933 réglementant la situation des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère des colonies, placés hors cadres pour servir outre-mer;

Vu les articles 43, 44 et 68 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde des fonctionnaires des services coloniaux.

Vu le décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies.

Vu les décisions ministérielles : n° 33726/A du 19 novembre 1931, n° 271/A du 5 janvier 1934, n° 29228 du 8 décembre 1937, concernant les droits à la solde acquis par le requérant.

Vu les mémoires produits par les parties : le 13 mars 1939 par le défenseur du Togo, le 27 avril 1939 par le requérant, le 12 mai 1939 par le défenseur du Togo, le 22 juin 1939 par le requérant.

Vu les autres pièces du dossier,

Où monsieur le conseiller rapporteur en son exposé;

Vu la lettre en date du 20 septembre 1939 par laquelle maître Bourjac, avocat défenseur près la cour d'appel de l'Afrique occidentale française, occupant pour le demandeur à l'instance, déclare, en raison de son état de santé déficient, s'en rapporter aux mémoires déposés au nom de son client;

Où l'administrateur en chef de St. Alary, défenseur du territoire du Togo, en ses mémoires, en défense et en réplique;

Où monsieur le commissaire du gouvernement en ses conclusions;

En la forme :

Attendu que la requête est régulière et qu'elle a été présentée dans les délais prévus par l'article II du décret du 5 août 1881.

Au fond :

Sur la compétence du conseil du contentieux du Dahomey-Togo.

Considérant que, d'après la jurisprudence constante du conseil, celui-ci s'est reconnu compétent en ce qui

concerne le contentieux de l'annulation des décisions de l'autorité administrative locale.

Considérant que la demande subsidiaire d'indemnité de préjudice rentre dans la compétence du conseil statuant en pleine juridiction.

Considérant par suite que le recours du sieur Bernard est recevable.

Sur le moyen que l'administration locale du Togo a eu tort de payer au requérant une solde calculée selon les prescriptions du décret de 1911, alors que la décision ministérielle n° 33.726 du 19 novembre 1931 l'assimilait pour la solde à un administrateur.

Considérant que la situation d'un fonctionnaire de l'administration centrale est une situation réglementaire régie par décret.

Considérant que le décret exécutoire sur le territoire du Togo jusqu'au 15 décembre 1933 inclus est le décret du 20 juin 1911 modifié le 8 octobre 1918.

Considérant qu'il appartient seulement au conseil de juger si les droits du requérant sont bien conformes à ceux que prévoit son statut défini par le décret de 1911, et non de juger de l'exécution ou de la non-exécution, par l'administration locale, de décisions ministérielles d'ordre interne.

Considérant, d'ailleurs, que le ministre a reconnu lui-même dans une décision ministérielle n° 29.228 du 8 décembre 1937, faisant référence à la D. M. n° 33.726, que le requérant était, au point de vue solde, soumis au décret de 1911 jusqu'à la date où le décret du 12 octobre 1933 abrogeait le premier au Togo, c'est-à-dire jusqu'au 15 décembre 1933.

Considérant que l'ordre de recettes, émis le 28 février 1938 par l'administration locale du Togo, tend à rétablir les droits du requérant conformément au décret du 20 juin 1911 pour la période du 30 octobre 1933 au 15 décembre 1933.

Sur le moyen que la décision ministérielle n° 271/A du 5 janvier 1934 confirme la volonté du ministre de ne pas appliquer au requérant le décret de 1911 et l'assimile à nouveau pour la solde à un administrateur du même grade.

Considérant que pour la période qui s'étend jusqu'au 15 décembre 1933, cette décision ministérielle ne saurait avoir une valeur supérieure à la précédente aux yeux du conseil et pour la même raison.

Considérant d'ailleurs que le ministre a fait référence à la D. M. n° 271/A du 5 janvier 1934 dans la D. M. 29.228 du 8 décembre 1937 où il indique que la solde du requérant est régie par le décret de 1911 jusqu'au 15 décembre 1933.

Considérant, par suite, que le requérant donne de la D. M. 271/A. une interprétation contraire à celle que le ministre en donne lui-même.

Considérant que le décret du 12 octobre 1933, rendu exécutoire au Togo le 16 décembre 1933, abroge le décret de 1911 et établit une assimilation de solde entre les fonctionnaires de l'administration centrale et les administrateurs du même grade.

Considérant qu'en ce qui concerne la période du 16 décembre 1933 au 16 novembre 1934, la décision ministérielle n° 271/A. précisée par la décision ministérielle n° 29.228 du 8 décembre 1937, est conforme au décret du 12 octobre 1933.

Considérant que les prestations reçues par le requérant, du 16 décembre 1933 au 16 novembre 1934, sont celles que fixent les textes ci-dessus et que l'ordre de recettes attaqué n'en prévoit pas la modification.

Considérant qu'en ce qui concerne la période du 17 novembre 1934 au 30 novembre 1935, les droits

du requérant, en congé d'expectative de réintégration, sont définis par les décrets du 2 mars 1910, 20 juin 1911, 8 octobre 1918, non modifiés par le décret du 12 octobre 1933.

Considérant que le requérant ne saurait tirer argument de la décision ministérielle n° 271, qui ne vise en aucune manière les droits à la solde durant le congé d'expectative de réintégration.

Considérant d'ailleurs, que la D. M. n° 29.228 du 8 décembre 1937 précitée précise bien que la solde du requérant doit être, pendant cette période, celle dont il était titulaire à l'administration centrale, et ce, conformément aux décrets susvisés.

Considérant que l'ordre de recettes attaqué tend à rétablir, par voie de reversement, la concordance entre les perceptions faites et les droits acquis en vertu des dits décrets.

Quant à la demande subsidiaire d'indemnité de préjudice formulée par le requérant.

Considérant que la faute commise par l'administration en versant une solde supérieure à ses droits, a causé un préjudice au requérant.

Considérant toutefois que ce préjudice, eu égard au montant de la somme à reverser et à la situation du requérant, est trop faible pour justifier équitablement l'attribution d'une indemnité compensatrice.

POUR CES MOTIFS :

DÉCIDE :

La requête formulée par le sieur Bernard est rejetée. Le sieur Bernard Jacques est condamné aux dépens. Ainsi décidé et prononcé publiquement, le vingt septembre 1939, en la salle d'audience du tribunal de 1^{re} instance de Cotonou, où siégeaient :

Président :

M. Saliceti, secrétaire général.

Membres :

M.M. Cosson, procureur de la République,
Santoni, inspecteur p. i. des affaires administratives,
Lagarde, chef du service des travaux publics,

Rapporteur :

Jeanneau, intendant militaire,
Luquet, occupant le siège de commissaire du gouvernement,
Deluz, celui de secrétaire archiviste.

Et ont signé :

Le président. Le rapporteur. Le secrétaire archiviste.
(S) Saliceti. (S) Jeanneau. (S) Deluz.

La République mande et ordonne au Commissaire de la République au Togo, à tous huissiers à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun entre les parties, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

ASSOCIATION DES DAMES FRANÇAISES DE LA CROIX-ROUGE DE FRANCE

(Comité du Togo)

Par décision du 5 octobre 1939 le Commissaire de la République Française au Togo a désigné comme suit le bureau du comité autonome du Togo de l'Association des Dames Françaises de la Croix Rouge de France :

Présidentes d'Honneur : Madame Montagné,
Madame de Saint-Alary,
Présidente : Madame Curtat,
Vice-Présidente : Madame Garcin,
Secrétaire : Madame Trosselly,
Trésorière : Madame Caron.

Dès que ce bureau a été constitué des dons ont été versés à la trésorière du groupe.

A la demande du bureau les dons versés seront portés à la connaissance du public par la voie du journal officiel.

1^{re} Liste

Quête faite au cours d'une séance cinématographique sur « Les Forces Spirituelles de la France au Togo Français » 2.406,75

2^e Liste

M.M. Assad Michel Nassar	3.000,—
Antoine Nassif	400,—
Aouad Frères	200,—
Diab Nassar	100,—
Antoine Simani	100,—
Farid Gebara	250,—
Toufik Ferris	100,—
Michel Kalife	200,—
Antoine Nassar	100,—
Antoine Georges Nassif	500,—
Kalil Elias Jazzar	1.000,—
Aouad Frères	200,—
Jean Joseph Habib	300,—
Farid Gebara	500,—
Fouad Kalil Jazzar	2.000,—
Michel Khair	1.000,—
Antoine et Basma Semani	100,—
Mme. Thomas Farrah	200,—
Salil Kalif	200,—
Michel Kalif	200,—
Antoine Joseph Nassif	200,—
Famille Joseph William	600,—
C. J. William	100,—
TOTAL	13.956,75

ECHOS ET NOUVELLES

Au cours des manifestations patriotiques de loyalisme et d'attachement indéfectible de tous les groupes ethniques du Togo, qui se sont déroulées à Lomé de lundi 9 octobre à jeudi 12 octobre 1939 et qui ont groupé tous les chefs togolais autour de notre drapeau, nous ne devons pas passer sous silence les deux allocutions prononcées l'une le 12 octobre à 10 heures au Centre de Puériculture par madame Baëta, présidente de l'association des mères togolaises devant plus de 300 chefs togolais, l'autre le 12 octobre à 16 h. 30 sur les courts de tennis de la Cosmopolite par M. François Amorin, élève de philosophie au Lycée de Dakar.

La jolie page d'histoire prononcée par ce jeune togolais et le caractère de l'action si noble, si objective des mères togolaises tel que l'a exposé leur respectée présidente, méritent d'être portés à la connaissance de tous ceux qui s'intéressent à l'avenir du Togo français.

1^o — Allocution de Madame Baëta

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,
MESDAMES,
MESSIEURS,

Nous avons tenu à organiser cette manifestation et à y convier nos chefs et notables togolais pour avoir

une occasion de nous mieux connaître. Nous sommes très heureuses d'avoir devant nous également les grands chefs et notables du nord, du centre et du sud du Territoire.

Au nom de notre association, j'adresse à vous tous, nos vifs remerciements d'être venus si nombreux. Je ne vous apprendrai pas que la mortalité et la mortalité infantile sont des fléaux dont l'Afrique a souffert et continue encore à souffrir. Dans le but de réduire ces deux maux, l'administration du Territoire a pris des mesures de préservation et de protection à l'égard de l'enfance, et c'est ainsi que depuis quelques années déjà il existe à Lomé une œuvre du berceau dirigée par quelques dames européennes, membres de la Croix Rouge (Union des Femmes de France). Nous pouvons dire, cependant, ici tout de suite sans risque d'être contredites par notre excellent chef du service de santé du Togo que la maternité de Lomé n'est qu'une des façades de l'œuvre du berceau, car le manque d'un nombre suffisant de lits n'a pas permis jusqu'ici de satisfaire à tous les besoins, et nombreux petits en ont été les victimes innocentes.

Pour remédier à cet état de choses, notre actuel Commissaire de la République, le gouverneur Montagné, et sa charmante épouse, Madame Montagné, ont eu l'heureuse idée de créer le Centre de Puériculture qui fonctionne déjà depuis quelques temps. C'est une formule nouvelle qui s'est avérée être la meilleure solution du problème. Les jeunes femmes enceintes sont dépistées par le personnel togolais du Centre pour faciliter les consultations pré-natales. Avant que naisse l'enfant, nous le cherchons en amenant la future maman au Centre pour qu'elle bénéficie des principes les plus élémentaires de l'hygiène infantile. Ce Centre est devenu ainsi un temple de la natalité pourvu, en outre, d'une pouponnière où un personnel vigilant, dévoué, d'infirmières-visiteuses et d'une sage-femme, veille sur le petit monde confié à ses soins.

La direction de ce Centre qui a été assurée jusqu'ici par des dames européennes vient, après entente entre tout le monde, d'être confiée à notre association. Nous voyons par là que l'administration du pays tout en incarnant parmi les populations africaines les principes humanitaires de la France, tient à éduquer la femme africaine en lui inculquant l'esprit de responsabilité et d'indépendance.

Monsieur le Commissaire de la République, en présence de cette nombreuse assistance de Togolais, nous vous rendons un hommage respectueux et solennel pour la confiance totale que vous nous avez témoignée et nous vous assurons de notre très profonde reconnaissance et de notre dévouement très respectueux.

Avant de terminer, nous adressons cette prière à tous nos compatriotes togolais, chefs, notables, hommes et femmes : Prêtez-nous votre concours par tous les moyens possibles; dirigez les femmes enceintes, les jeunes mamans et leurs enfants sur les Centres de Puériculture; nous les soutiendrons, nous les guiderons, nous les sauverons et sur les indications du chef du service de santé, nous dirigerons les jeunes mères sur la maternité et les tout-petits. Lorsqu'ils seront souffrants, sur la polyclinique de Lomé après entente avec nos médecins dont nous apprécions tant la science et l'abnégation. Venez à nous en toute confiance, cela nous récompensera de nos efforts pour le bien public et nous espérons que tout ce petit monde évoluera normalement et

que tous les enfants dont la première enfance aura été préservée de tout danger, deviendront de beaux jeunes gens, de belles jeunes filles, intelligents, honnêtes, travailleurs, bons Togolais et membres loyaux de l'Empire français.

C'est pourquoi, en terminant, je remercie notre administration des efforts qu'elle fait dans cette voie — comme dans bien d'autres — pour le bien du pays et le mieux-être de nos populations.

VIVE LA FRANCE — VIVE LE TOGO

2^e — *Allocution de M. François Amarin,*
élève de philosophie au Lycée de Dakar,
membre de la Jeunesse togolaise

MONSIEUR LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,
MESDAMES,
MESSIEURS,

Permettez-moi de vous dire toute la joie et la gratitude des « Amateurs de Tennis » de voir réunis autour de leurs courts tous les éléments représentatifs du Territoire et de souhaiter à ceux qui nous sont arrivés de loin la plus cordiale bienvenue.

Permettez-moi également de remercier monsieur le Commissaire de la République à qui nous devons ce bonheur de nous retrouver en famille, et de lui renouveler l'hommage de notre sympathie et de notre loyauté.

Mais peut-on parler de joie et de bonheur chez nous les nègres alors qu'il n'y a pas de cris d'allégresse, de bruits de tam-tam ?

C'est que nous vivons une période troublée. C'est parce que nous sommes en temps de guerre — Cette guerre, ni la France ni son alliée, la Grande Bretagne, ne l'ont voulue car elles savent que la guerre ne paie pas, car elles savent que la guerre ne repare rien, car elles savent que la guerre a pour résultats certains des dégâts, des ruines, ... des morts. La guerre c'est le mal total. Mais lorsqu'elle leur a été imposée comme seule solution possible à des problèmes qu'on aurait pu résoudre autour d'un tapis vert, elles n'ont pas hésité à reprendre les armes malgré l'expérience de la terrible grande guerre dont nous ne sommes qu'imparfaitement relevés. La guerre est devenue une nécessité pour sauver le droit et la justice piétinés par une Allemagne hitlérienne.

Mais je sens venir des objections : « Pourquoi ne pas rendre à l'Allemagne ce qui lui appartient ? La Pologne était allemande, qu'elle redevienne allemande ». Ces objections que j'entends souvent ne manquent pas de bon sens, mais elles sont trop simplistes pour être acceptables. Ceux qui argumentent ainsi ignorent que la Pologne est une vieille nation qui date du IX^e siècle de notre ère et qu'elle n'a été rayée de la carte de l'Europe que par suite des trois partages dont elle a été l'objet de la part de l'Autriche, de la Prusse, de la Russie. Les traités de Versailles n'ont pas créé la Pologne, ils n'ont fait que la restaurer. La Pologne actuelle dont les frontières n'ont été définitivement arrêtées qu'en 1923 s'étend sur plus de 388.000 km² et est peuplée de plus de 33 millions d'habitants. Une nation aussi grande étoufferait entre des limites uniquement terrestres. Il fallait lui donner un débouché sur la mer car une Pologne sans accès sur la mer serait comme un ventre sans bouche. On a donc donné

à la nouvelle Pologne Dantzig et le Corridor, territoires qui avaient déjà appartenu à la Pologne à l'époque où celle-ci, au XVII^e et au début du XVIII^e siècle était la principale puissance de l'Europe orientale. Notons bien que Dantzig s'est elle-même choisi comme protecteur au XV^e siècle, un souverain polonais, Casimir IV. Dantzig et le Corridor constituent un espace vital pour la Pologne. Hitler lui-même l'a reconnu solennellement à l'époque où, se détournant d'une France trop russophile, la Pologne a tenté un rapprochement avec l'Allemagne. L'Allemagne a même signé un pacte de non-agression avec la Pologne. Mais on sait ce que vaut la parole de l'Allemagne Nazie. On sait ce que vaut une garantie offerte par Hitler.

N'avons-nous pas vu Hitler massacrer ses amis de combat, communistes, démocrates, monarchistes, socialistes, ceux-là même qui l'ont aidé à prendre et à consolider le pouvoir ? N'avons-nous pas vu Hitler réoccuper et remilitariser la Rhénanie et ne l'avons-nous pas entendu déclarer après que l'Allemagne n'avait aucune ambition territoriale en Europe ? Mais qu'a-t-il fait ?

En mars 1938 l'Autriche est prise et son président envoyé dans un camp de concentration. Après ce deuxième coup de force, Hitler proclame encore qu'il n'avait plus de prétention territoriale en Europe et moins de sept mois plus tard, des centaines de milliers de soldats marchent sur les frontières de la Tchécoslovaquie. Nous avons vu alors un vieillard de soixante-douze ans prendre l'avion pour la première fois de sa vie, et signer avec Hitler un traité qui, comme tous ceux signés par l'Allemagne hitlérienne, a été déchiré peu de temps après — Hitler, en effet, a sommé le président de la Tchécoslovaquie de lui signer un document dans lequel il renoncerait à l'indépendance de son pays.

Et nous Togolais, quelle leçon devons-nous tirer de toutes ces violations ? Si Hitler en use ainsi avec ses frères de race que ferait-il de nous autres Noirs ?

C'est pour assurer la liberté des petits peuples, comme nous, que la Grande Bretagne et la France sont entrées en guerre — Ce n'est plus seulement pour la Pologne qu'elles se battent, ce n'est plus seulement pour la paix de l'Europe qu'elles se battent, elles se battent pour sauver le droit et la justice, elles se battent pour nous, pour l'humanité.

Faisons confiance à leurs armes.

Vous qui avez vu tourner le grand film patriotique « SOMMES-NOUS DEFENDUS » vous n'avez plus de doute sur le succès des armes de la France.

Ces armes ont déjà fait leur preuve avec Vercingétorix luttant pour l'indépendance de ce qui est aujourd'hui la France, avec Jeanne d'Arc, avec Napoléon et plus récemment encore avec les vainqueurs de la Marne, avec les défenseurs de Verdun, avec les artisans de la Victoire. Ces armes victorieuses hier le seront encore demain dans cette lutte pour le droit, pour la justice, et pour la liberté des peuples.

*

* *

Nous ajoutons que le Commissaire de la République a répondu en toute simplicité mais avec une réelle émotion à chacune de ces allocutions.

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

Climatologie ⁽¹⁾

AOÛT 1939

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			KLOUTO			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUDA			MANGÔ			
	(2) Pressions	(3) Temps.	(4) Hygr.	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	
1	12,2	25,5	91	97,0	24,6	88	72,1	23,9	84		24,5	94				68,9	23,1	79		20,8	94	63,7	24,5	87	97,9	24,2	81	
2	13,4	24,4	81	97,5	25,1	82	71,9	25,0	81		24,0	86				69,0	24,5	84		20,8	96	64,3	24,9	83	98,1	26,1	83	
3	13,7	25,0	84	97,9	24,8	89	71,9	25,0	84		24,6	96				68,7	24,7	84		20,7	94	64,9	25,1	80	97,3	22,9		
4	14,2	25,3	81	97,5	25,1	81	72,5	24,6	83		21,7	93				69,5	23,0	81	27,9	10,8	97	64,0	25,5	82	98,7	25,5		
5	13,8	25,5	85	97,8	25,3	77	72,3	25,0	78		25,3	88				68,2	24,0	80	27,3	21,3	93	65,0	24,2	82	98,3	26,2	82	
6	13,8	25,3	89	98,0	25,5	76	72,3	25,9	72		25,0	85				68,7	24,0			23,5	20,0	90	64,2	24,0	74		27,0	
7	12,7	24,5	83	96,8	25,9	83	71,4	25,5			26,1	85						80	24,8	22,2	90	63,5	24,1	81		25,8		
8	11,7	24,5	87	97,0	26,0	73	70,7	26,7	77	82,3	27,4	79						74	24,1	21,0	89	62,7	24,4	77	97,3	20,2	85	
9	12,5	24,3	80	98,2	26,3		70,0	25,6	77	83,9	26,7	80						83	21,7	21,7	91	63,3	25,0	71	97,8	24,9	76	
10	13,1	23,9	84	98,2	25,8	82	71,6	25,5	77	84,6	28,0	84		23,0				80	20,3	21,9	90	64,5	25,1	70	97,3	25,0	70	
11	11,9	24,1	80	98,1	26,2	85	71,1	23,3	86	81,9	26,0	87	64,7	23,0					25,5	20,0	99	65,0	23,7	68	98,2	21,1	83	
12	13,3	24,5	90	97,7	23,8	84	70,9	23,7	81	84,3	24,2	92	64,2	23,1					25,7	20,1	90	64,2	23,7	73	97,9	25,5	80	
13	12,7	24,5	86	97,4	25,5	80	71,5	25,1	79	84,3	25,1	79	64,6						25,3	20,6	92	64,2	23,8	81		28,3		
14	12,7	21,6	82	98,1	26,5	77	72,1	26,1	82	84,5	26,5	80	64,0							21,7	90	61,3	25,1	72		25,5	72	
15	12,5	24,1	85	96,6	26,2	85	71,1	25,0	83	84,0	25,5								23,5	23,3	84	63,5	26,2	78		27,1	66	
16	11,7	25,3	88	96,7	26,0	85	70,2	26,2	84	83,8	27,3	90		96					24,7	22,1	80	62,7	24,9	73	97,1	25,9	72	
17	12,1	21,7	92	96,1	25,3	86	70,7	25,3	83	85,0	25,3	96	61,3	23,0	96				24,0	22,5	85	62,9	25,9	67	97,1	26,3	72	
18	13,0	24,9	89	97,7	24,1	90	71,3	25,3	81	80,3	24,5	95	62,3	22,6	95				25,9	21,1	98	64,7	25,8	86	97,9	25,1	91	
19	13,8	25,1	86	98,5	25,6	81	71,5	26,0	87	86,9	26,5		60,3	22,5	95				26,5	20,9	96	63,1	26,5	83	97,8	25,0	82	
20	13,7	24,5	88	97,9	24,9	83	71,0	25,2	80	85,8	25,0	90	63,7	21,2	91				25,5	21,0	97	63,9	25,0	90	98,5	26,5	79	
21	13,1	24,8	82	97,1	25,1	83	72,2	24,1	89	85,7	25,2		63,5	22,1	95				25,5	22,0	95	63,8	25,7	82	97,4	25,7	86	
22	13,9	23,8	92	98,1	25,3	81	71,9	23,8	94	86,5		93	64,6	22,1	94				25,9	21,3	95	63,5	24,8	84	98,1	26,9	77	
23	13,5	21,2	89	96,7	25,0		71,8	25,8	83	86,6	25,5	88	63,9	22,9	91				25,7	22,6	78	64,5	25,1	74	98,1	27,2	81	
24	12,7	24,3	84	96,1	26,0		71,3	26,0	78	85,1	25,2	96	64,1	24,0	80				25,2	23,0	84	63,8	26,8	69	97,1	27,0	73	
25	12,3	24,7	88	96,7	26,2		70,2	26,7	79	84,7	25,8	89	63,5	23,2	91				24,5	22,6	92	62,9	26,3	76	98,0	26,8	78	
26	11,1	21,0	88	95,0	24,6		69,7	24,2	90	84,2	24,5	89	62,2	22,2	95				22,9	21,3	97	61,5	23,5	81	96,1	23,2		
27	11,1	21,5	83	98,1	25,1		70,6	23,8	86	84,5	24,6	92	62,6	22,1	94				23,3	22,0	97	63,0	23,8	92	96,6	24,9		
28	13,1	23,3	86	96,5	25,1		71,7	24,7	85	85,8		82	63,9	23,1	88				24,1	20,6	96	63,5	24,8	84	98,1	25,2	83	
29	11,2	23,5	84	97,9	24,5		71,0	24,5	87	87,0	24,1	87	64,8	22,1	93				26,5	19,6	99	65,7	23,7	80	99,0	23,9		
30	13,0	22,7	84	97,0	25,1		71,1	26,0	70	80,5	25,3	77	63,3	23,5	82				26,3	22,5		64,6	25,1	70	97,9	26,1	76	
31	12,5	24,1	86	97,6	25,5		71,1	25,0	71	85,3	25,8	77	61,8	25,3	80				25,1	24,0	84	63,9	27,3	70		27,1	72	
Moy	12,9	24,5	86	97,0	25,1	81	71,1	25,2	83	85,1	25,3	87	63,1	23,0	92				25,3	21,5	92	64,1	24,9	79	97,7	25,7	70	

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 1.000 +

(5) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %

Août 1939

PLUVIO

DATES	LOMÉ	ANÉCHO	AKAKOU	ATTIGON	TABIGBO	TCHERPO-DÉDÉKPO	TSEVIÉ	AGBELOUVÉ	MISSION-TOVÉ	ASSAHOUN	GLÉROVÉ	PALIMÉ	KLOUTO	KPÉLÉ-GOUDÉVÉ	DAYE-KAKPA	NUATJA	ANLAMÉ
1	0,2			4,2	1,0		0,7	1,5		0,8		4,3			8,2	3,0	
2	G				3,0	1,0							2,8				
3					G							0,3					
4												1,0		10,0	5,1		3,0
5											18,7				5,2		
6													G				
7												G					
8											25,9		G		5,4		
9																	
10													22,5				25,8
11	G				51,2	28,0	11,5	25,5	1,5			1,3		1,2		8,0	24,4
12	G					3,2	6,4	4,2	4,4		42,8	2,2	15,5			1,0	
13	G						1,6			G		5,5					
14																	
15	G				1,0	3,0	1,6	45,5	4,5				5,5	13,0	8,9	10,1	15,6
16	1,4	1,8	5,7			2,6	37,5	8,0	43,2				3,6	34,3			7,5
17	1,1	2,1	5,8	3,1		1,2	7,0		3,5		36,8	33,9	10,7		20,4		2,3
18			1,5	6,4		2,2	5,8	11,5	5,8	G		10,0	6,4		3,5		
19	G				14,4	3,1							10,1	22,7			
20				3,2	63,0	G				12,9			25,6	14,8	16,8		9,8
21	G			3,4							42,7		30,6	17,6	37,0		23,5
22												12,5	10,8		3,5		15,3
23	G				G								15,7		5,2		0,9
24					2,0							10,5	-9,6	16,0	26,5		0,3
25	G										39,7		18,8				
26					1,0	3,0											
27												2,2	25,6	3,3			9,3
28					G								15,7	5,1			9,2
29											56,7	G	20,8				
30																	
31												3,5		54,6	56,8		10,6
TOTAL	2,7	3,9	13,0	20,3	136,6	46,3	71,6	96,2	62,9	13,7	263,3	87,2	240,3	192,6	202,5	22,1	157,5
Hauteur depuis le 1 ^{er} Janvier	531,9	410,5	689,6	1180,1	981,4	725,8	795,6	746,0	1088,8	984,9	1246,2	1084,4	1305,3	1046,6	1074,0	747,3	1482,0

(6) Hauteur d'eau tombée, en millimètres. — G. : Gouttes.

METRIE ⁽⁶⁾

Août 1939

ATAKPAÑÉ	OKOU	KLABÉ	YÉGUÉ	KPÉSSI	BLITA	TCHANBA	SOKODÉ	BASSARI	GUÉRIN-KOUKA	ALEDJO	LAMA-KARA	PAGODA	KANDÉ	MANGO	DAPANGO	DATES
	1,0	8,8		G							2,0	1,3				1
			6,5					3,5	7,3		4,0	1,9			51,6	2
	0,2				8,5	39,5	11,0	3,6	5,0	5,2	4,8	1,0	22,5	53,0	1,0	3
	3,5	10,2	15,0		G	1,2		13,0		36,9	5,7		33,0			4
5,8	1,8	1,7						12,0	3,1	0,7	3,5					5
			6,0	13,0					17,2			6,0		15,0	4,4	6
						2,6							4,0		G	7
			23,0			0,4	29,0							6,0	G	8
										22,3					G	9
	19,4	7,2		59,0	16,0	19,1		40,0		35,5	27,5	0,3	4,0	5,0	4,1	10
17,3	16,3	24,9	15,0		21,2	16,0	13,0	25,5	11,0	27,2	11,6	43,0	18,3	53,0	33,0	11
6,7	5,0		16,0		4,5	17,4	14,0	5,5	4,5	8,4		19,6				12
1,4		30,1				2,5				4,5	2,0	1,6	12,5		1,3	13
		13,9			12,5											14
12,2	28,1	20,4	24,0		6,0	4,4	11,0	34,7			8,8	20,5	7,5		1,5	15
20,8	8,0		21,0	15,5	27,9	2,7	5,0		10,9	21,0		0,4			24,2	16
4,0	3,0									G					1,2	17
	4,1		14,5		40,6	15,7	8,5	6,5		21,8	1,0	5,0	11,8	13,0	1,6	18
16,8	21,2	15,8	4,5		23,8	22,3	17,0	4,6	2,5	45,3	40,0		2,7	17,0		19
7,6	39,8	18,7		18,0	43,0	25,5		10,5			7,1	4,5	2,0			20
38,8	27,2		2,6	17,0	6,0	13,4		9,0		19,9	33,5	14,2	3,6			21
97,5	3,4	12,1		32,5	9,5	0,9	3,0			1,4	1,0	1,4			9,2	22
	0,5	2,4	18,6							G	1,0	5,6				23
			12,0			2,0	7,0						6,9		0,7	24
	2,8		14,0					3,5		G		21,2				25
0,8	11,3				44,0	42,1			20,0	3,4	1,5	20,4	14,7		48,4	26
6,2	7,6				12,0	7,0	31,0				4,5		4,5		7,9	27
7,6	9,1	23,9			5,0	0,4		6,5	5,9	63,8		80,2	6,7	60,0		28
													0,9		32,7	29
					12,1											30
5,4	33,5				9,0	7,8	8,0	6,0	13,3	9,2	19,0	24,0	13,9		2,1	31
249,9	246,8	190,1	192,7	155,0	301,1	242,9	157,5	184,5	101,3	328,5	177,5	272,3	165,9	222,0	224,9	TOTAL
1133,1	1096,6	1130,1	1090,2	917,5	1106,4	793,9	660,6	877,7	687,5	1188,0	952,2	1122,1	728,8	845,5	681,3	Hauteur depuis le 1er Janvier